

POUR UN LIBÉRALISME ENGAGÉ

MANIFESTE DOCTRINAL DU MR



APPROUVÉ
AU CONGRÈS DOCTRINAL
DE CINEY LE 15/11/16

POUR UN LIBÉRALISME ENGAGÉ

MANIFESTE DOCTRINAL DU MR



A l'initiative de son président Olivier Chastel, le Mouvement Réformateur (MR) a entrepris un vaste travail d'actualisation portant sur l'ensemble de ses principes et engagements fondamentaux.

Ce chantier, entamé en octobre 2015, a fait l'objet de quarante-deux réunions préparatoires réparties entre la Wallonie et Bruxelles, auxquelles étaient associés les Jeunes du Mouvement Réformateur (Jeunes MR) et toutes les composantes du MR (Seniors MR, Femmes MR,...). Les débats ont rassemblé des milliers de militants, multipliant les propositions, les suggestions et les contributions. Ce document fait la synthèse de ces discussions et des résultats de la consultation menée sur une plateforme web interactive.

Clair, lisible et compréhensible par chacune et chacun, le Manifeste «*Pour un libéralisme engagé*» réaffirme et actualise la philosophie générale du Mouvement Réformateur, tout en exposant les grandes lignes de son engagement pour l'avenir.

A l'issue d'un intense parcours participatif et ouvert, le Manifeste «*Pour un libéralisme engagé*» a été approuvé par les 1600 militants présents le 15 novembre 2016 au Congrès de Ciney.

Le projet politique, économique, social et culturel du Mouvement Réformateur est authentiquement humaniste, fondé sur la liberté et la démocratie, privilégiant l'intérêt général. Aller au cœur du projet libéral pour en saisir la cohérence et les visées fondamentales, telle est la raison d'être du présent Manifeste. Il servira de référence, entre autres, pour l'élaboration des prochains programmes électoraux du Mouvement Réformateur.

Notre vision du libéralisme est ancrée dans la réalité. Le formidable potentiel d'idées qui constitue l'ADN de la démocratie libérale, ne doit pas demeurer une abstraction : il est une force de transformation de la société, visant concrètement à faire reculer la pauvreté, l'insécurité, la souffrance, les inégalités.

Le libéralisme place l'être humain au centre de toute l'action politique. Etre libéral, c'est affirmer et défendre les droits de chaque individu contre les pressions des groupes organisés. A nos yeux, les libertés individuelles sont indissociables d'un destin commun. Cette conscience civique se base sur le respect mutuel, l'entraide, le sens de l'équité et l'esprit d'équipe qui permettent à chacune et à chacun de trouver sa place et de s'épanouir de façon autonome et responsable. Ce destin libéral commun conduit à de nouveaux rapports sociaux, à une société plus dynamique, plus libre, plus ouverte, plus solidaire, où le bonheur est partagé, où l'avenir est construit ensemble et où l'égalité des chances est une réalité. Cela se traduit également par un engagement fort pour préserver notre environnement dans sa globalité et, en particulier, des risques environnementaux et climatiques.

Le manifeste «*Pour un libéralisme engagé*» décrit cette dynamique. Il aborde les différents volets de notre société, ses évolutions et les réponses à y apporter pour que l'éthique libérale se concrétise par une approche du monde inspirante, optimiste et moderne. C'est tout le sens que nous donnons au mot réformateur.

Le libéralisme du Mouvement Réformateur est un libéralisme actuel, un libéralisme d'ouverture, un libéralisme d'équité, un libéralisme d'action, un libéralisme engagé !

Aux côtés du Rapporteur général, **Richard Miller**, plusieurs rapporteurs ont été en charge des différentes thématiques.

L'ETAT, GARANT DES LIBERTÉS

Denis Ducarme, Philippe Goffin, Latifa Ait Baala, Alain Destexhe.

CITOYENS LIBRES ET RESPONSABLES

Françoise Bertieaux, Jean-Paul Wahl, Philippe Dodrimont, Olivier Destrebecq.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Pierre-Yves Jeholet, Vincent De Wolf, David Clarinval, Valérie De Bue.

LIBÉRALISME, MODÈLE SOCIAL DYNAMIQUE

Jean-Luc Crucke, Anne Barzin, Benoît Piedboeuf, Jacques Brotchi.

UNE EUROPE UNIE ET RENFORCÉE

Frédérique Ries, Gérard Deprez, Jean-Jacques Flahaux, Yves Evrard.

NOURRIR L'HUMANITÉ

Louis Michel, Kattrin Jadin, Christine Defraigne, Françoise Schepmans.

Les réunions étaient présidées à Bruxelles, par **Didier Reynders**, en Brabant Wallon, par **Jean-Paul Wahl**, en Hainaut, par **Denis Ducarme**, en province de Namur, par **David Clarinval**, en province de Luxembourg, par **Benoît Piedboeuf**, en province de Liège, par **Daniel Bacquelaine**.

Les Jeunes MR, sous la présidence de **Mathieu Bihet** ont été associés.

Les PFF, au cours de cinq réunions thématiques.

Le cabinet du président Olivier Chastel, et le Centre Jean Gol ont été sollicités. En particulier, Laurence Glautier, Corentin de Salle, Valentine Delwart, Olivier Alsteens.





SOMMAIRE

RAPPORTEURS	6
1. L'ENGAGEMENT LIBÉRAL	12
2. L'ÉTAT, GARANT DES LIBERTÉS	22
3. DES CITOYENS LIBRES ET RESPONSABLES	40
4. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	52
5. LIBÉRALISME, MODÈLE SOCIAL DYNAMIQUE	66
6. UNE EUROPE UNIE ET RENFORCÉE	76
7. UN PROJET DE PORTÉE UNIVERSELLE	86
CONCLUSION	94
PHOTOS	96
DISCOURS D'OLIVIER CHASTEL PRÉSIDENT DU MR	102
DISCOURS DE RICHARD MILLER RAPPORTEUR GÉNÉRAL	112



1 L'ENGAGEMENT LIBÉRAL

L'engagement libéral et réformateur tire son dynamisme et sa créativité des valeurs que sont la liberté, la responsabilité, la solidarité, l'équité, l'égalité des chances, l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect des différences, l'Etat de droit, le travail, l'esprit d'initiative et d'entreprise.

Le Mouvement Réformateur propose, avec la ferveur de son plein engagement pour l'avenir, de construire la confiance et de choisir résolument une société basée sur des valeurs fortes, ouverte sur les autres, sur le monde et sur l'avenir.

Un tel projet de société, pluraliste et moderne, garantit le respect des droits humains, dans l'égalité entre les femmes et les hommes. Il assure la solidarité entre les citoyens et entre les générations en garantissant le financement de la sécurité sociale, en pérennisant un système de pensions respectueux de la dignité humaine, tout en prenant des mesures de préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

Le Mouvement Réformateur promeut ces valeurs par un fédéralisme d'union au sein d'une Belgique fédérale, Etat-membre fondateur et acteur majeur de l'Union Européenne.

Ces valeurs humaines et éthiques sont à vocation universelle. Elles inspirent la politique étrangère et d'aide au développement que nous voulons inscrire au cœur de la mondialisation. Un monde ouvert sur la liberté représente une extraordinaire puissance d'émancipation des femmes et des hommes à l'échelle de la planète.



UN MOUVEMENT RASSEMBLEUR ET PLURALISTE

Le projet libéral et réformateur s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui veulent être les acteurs de leur vie, quels que soient leur âge, leurs qualités, leurs faiblesses et leur handicap éventuel, et qui choisissent la solidarité en refusant la résignation et l'égoïsme.

Le Mouvement Réformateur est un mouvement, une dynamique de rassemblement par-delà les identités, les clivages sociaux, les appartenances religieuses, philosophiques, idéologiques ou culturelles. Le Mouvement dépasse les intérêts partisans. Il rassemble les gens. Il veut bâtir une société de libertés individuelles, de justice, de respect mutuel, de prospérité et de solidarité. En d'autres mots, une société où prime l'Etat de droit, un Etat impartial séparé de toute appartenance religieuse ou philosophique.

C'est pourquoi, notamment lors des débats relatifs à des sujets éthiques, nos mandataires votent en leur âme et conscience, sans être contraints par une discipline de parti. Dans la même logique, les Libéraux réformateurs manifestent une constante attention aux idées, initiatives et dynamiques nouvelles que porte la société interculturelle. Toutefois, ils n'acceptent pas une remise en cause de nos fondamentaux démocratiques. Cette attitude, dans une société de plus en plus diversifiée, requiert de la volonté, de l'intelligence et le sens du respect réciproque.

Le projet libéral est en effet fondé sur le respect. Respect des choix de vie, respect mutuel des cultures, respect des lois, respect des droits et devoirs de chacune et de chacun, respect de l'environnement. Respect aussi des personnes qui vivent, travaillent, aiment, et ont toutes des rêves à réaliser.

UN PROJET POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le projet libéral est social par nature en ce sens qu'il propose une conception globale du bien commun et qu'il crée les conditions du bien-être pour tous. Il recherche l'épanouissement de chaque individu en l'aidant à assurer et à assumer son destin personnel, à exercer pleinement ses droits et ses devoirs de citoyen. Là où la liberté d'entreprendre, de créer, d'imaginer, d'inventer n'existe pas, il n'y a pas de réelle liberté politique. De même, sans liberté politique, il n'existe pas de liberté d'entreprendre, de créer, d'imaginer ou d'inventer.



La liberté est indivisible. C'est pourquoi le libéralisme sur le plan politique, est profondément attaché à la démocratie, et sur le plan économique à la liberté du marché. Ces deux aspects sont inséparables. La démocratie veille au respect des lois, des droits et des libertés – c'est le rôle de l'Etat. L'économie, elle, fournit les moyens nécessaires à l'exercice réel des libertés.



Le respect des individus quel que soit leur sexe est un principe fondamental. Un travail d'éducation à l'égalité entre les hommes et les femmes doit se faire dès le plus jeune âge.

Pour les Libéraux, le critère d'évaluation le plus sûr pour apprécier le niveau de développement d'une société, ce sont les droits et libertés des femmes. Le libéralisme engagé poursuivra et amplifiera les réformes nécessaires à la suppression de l'ensemble des inégalités et des discriminations dont sont victimes les femmes dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique ou culturelle, notamment en matière d'accès à toutes les professions, de plafond de verre, d'équilibre entre la vie privée et la vie familiale. Les femmes doivent, elles aussi, disposer de la liberté de déterminer leur destin.

Aujourd'hui, c'est sur le principe «*A travail égal, salaire égal*» que se concentre la poursuite du combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes. En Europe, l'écart salarial figure parmi les discriminations les plus importantes à l'égard des femmes.

Les violences sont l'expression la plus intolérable des inégalités. Trop de femmes subissent encore des violences conjugales, psychologiques ou sexuelles qui ont des conséquences psychiques, médicales, économiques et sociales. Le rôle de l'Etat est de prévenir ces actes, de prévoir un accompagnement social et en matière de santé pour celles qui en sont victimes et de punir les auteurs. Une éducation à une liberté sexuelle épanouissante et respectueuse de l'autre sera organisée dans l'enseignement.



UN MOUVEMENT POUR LES FAMILLES

Les Libéraux sont les défenseurs des familles, de toutes les formes de familles. Une attention particulière doit être portée sur la capacité des parents de concilier leur vie professionnelle et leur vie personnelle et familiale, notamment en menant des réformes structurelles en matière de temps de travail, d'organisation du travail, d'accueil des enfants, de soutien des seniors, etc.

Le Mouvement Réformateur est réceptif aux évolutions qui touchent à la famille. Il entend intégrer les nouvelles organisations familiales dans les différents types de législation, notamment en matière de régimes matrimoniaux et de droits de succession.

L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HUMAIN

Sur le plan économique et financier, le Juste Etat libéral favorise la croissance en libérant l'entreprise et le travail. Dans cet esprit, il est l'arbitre déterminé qui veille au respect d'une saine concurrence sur un marché ouvert, combattant les monopoles, les positions dominantes et les conflits d'intérêt, luttant contre le financiarisme, les excès de la finance internationale et les constructions fiscales illégales, en faisant respecter les lois en la matière.

Le libéralisme est un authentique projet de société. Il replace l'économie au service de l'humain : créer de la richesse doit apporter davantage de progrès, de revenus et de liberté pour tous.

Le libéralisme est particulièrement engagé en faveur de tous ceux qui, par leur activité, par leur travail et leur investissement, contribuent à la prospérité, notamment les classes moyennes, les indépendants et les investisseurs.

GARANTIR LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'Etat libéral est le vrai garant d'une protection sociale qui apporte une aide efficace à celles et ceux qui en ont besoin. Une sécurité sociale qui n'abandonne personne mais qui, dans le même temps, évite l'enfermement dans des mécanismes d'assistanat à long terme. Afin d'en garantir l'avenir, une évaluation constante des coûts administratifs de la sécurité sociale doit être menée afin de simplifier le système et d'en améliorer les performances au profit des gens. Le combat doit être exemplaire dans la lutte contre les abus ou les fraudes qui sapent petit à petit la confiance dans le système.

La sécurité sociale doit prendre en compte les transformations du monde du travail, les changements des modes de production, les libertés nouvelles dans les choix de vie et l'évolution démographique.

AGIR POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Pour le MR, le pouvoir politique doit toujours être orienté vers la réalisation des projets et des réformes nécessaires en tenant compte des conséquences de ceux-ci sur le long terme. C'est le cas, par exemple, des réformes structurelles qui garantiront le financement de la sécurité sociale, la création d'emplois, ou encore la sécurité de nos concitoyens.

Les Libéraux assument leur engagement vis-à-vis des générations futures. Notre société qui jouit d'un niveau global de bien-être jamais atteint précédemment, est le fruit des époques qui nous ont précédées. Il est de notre devoir de transmettre à nos enfants une société qui a encore progressé, un monde viable avec un environnement préservé, mais aussi, plus directement, un pays prospère dans une Europe en paix. Cet engagement intergénérationnel est partie prenante de ce que nous désignons par le mot « solidarité » : solidarité entre les personnes, solidarité entre les populations et solidarité entre les générations !



UN MOUVEMENT TOURNÉ VERS L'AVENIR

Dans un monde globalisé, notre société doit relever des défis colossaux. Le Mouvement Réformateur veut être le moteur du changement en cours en faisant preuve d'ouverture et de créativité, tout en étant soucieux de l'intérêt commun et du sens des responsabilités. Il ne peut être question d'attendre l'évolution du marché du travail. Il faut, au contraire, anticiper celle-ci. En effet, la vitesse et l'ampleur des transformations sont telles que seule une action politique et démocratique volontariste peut les encadrer.

Le Mouvement Réformateur est ouvert, moderne et innovateur. Sa démarche participative pour l'élaboration de ce Manifeste et son ouverture aux défis présents et à venir, le placent à la pointe du débat et de l'action politiques.

2

L'ÉTAT, GARANT DES LIBERTÉS



Etre libéral consiste à favoriser l'épanouissement personnel, à affirmer les qualités individuelles et à stimuler les capacités de développement, d'initiative et de travail. C'est aussi reconnaître la contribution de chacune et chacun à la construction de la société. En effet, si les qualités individuelles sont les conditions nécessaires de toute avancée, de tout effort, de tout mérite, elles ne suffisent pas, seules, à faire évoluer la société vers davantage de bien-être : personne ne vit sans autrui.

LA PRIMAUTÉ DE L'ÉTAT DE DROIT

La démocratie libérale allie les libertés individuelles à un destin commun, elle assure un équilibre, qui s'adresse à chaque citoyen, conjuguant droits et devoirs. La primauté de l'Etat de droit en est l'essence. Dans une démocratie libérale, le droit concilie les aspirations individuelles et la conscience citoyenne, les intérêts personnels et l'intérêt du plus grand nombre.

Les Libéraux réaffirment leur confiance en l'Etat et en la démocratie. Ils défendent une société moderne, ouverte et tolérante, confiants dans des valeurs fondamentales comme la liberté d'expression, la libre circulation, la liberté d'entreprendre, la liberté d'association ou encore la liberté de conscience.

Les Libéraux ne veulent donc pas moins d'Etat, mais « mieux d'Etat ». Un Etat garant des libertés, qui assume pleinement, avec efficacité, justice et équité, l'ensemble de ses missions essentielles pour la sécurité et l'épanouissement de tous les citoyens.

Renforcer la confiance des citoyens dans notre modèle de société, dans les institutions et dans les missions de l'Etat, passe aussi par le refus de toute remise en cause et de toute régression des valeurs humanistes et universelles autour desquelles la population peut se rassembler.

Les Libéraux travaillent à restaurer la crédibilité du politique. Cela requiert des idées innovantes, audacieuses, qui appellent au débat et à la confrontation des points de vue. Cela exige du courage et un travail constant, consacré à relever les défis et à apporter des solutions. La crédibilité du politique dépend également des femmes et des hommes qui l'incarnent. Nous voulons la plus grande honnêteté en ce domaine : limitation du cumul des mandats, réduction du nombre de ministres et de mandataires, rationalisation des structures, évaluation des politiques publiques, plus forte association entre la démocratie représentative et la démocratie directe...

Aux deux missions essentielles du parlement – contrôler l'action de l'exécutif et remplir son rôle législatif en proposant, adoptant, modifiant et abrogeant des lois – les Libéraux ajoutent celle de devoir, dans le chef des élus, rendre des comptes. Il importe de renforcer la conscience politique et l'intérêt des citoyens pour la chose publique. Une pédagogie de la démocratie, dès l'école et via une communication franche et transparente, est primordiale.

LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE CONTRE LES POPULISMES



Les Libéraux considèrent que davantage de démocratie constitue la meilleure réponse à toute forme de populisme, de droite ou de gauche, à condition entre autre que le débat démocratique soit mené sans tabou, ce qui suppose également un engagement plus fort de l'électeur et des élus dans la défense de leur point de vue.

L'élection au suffrage universel est un moment clé de la démocratie. Ce devoir civique doit concerner un maximum de citoyens, jeunes et moins jeunes. En fonction des différents niveaux d'élection, le système électoral varie - c'est le cas pour les niveaux communal et européen - mais il doit toujours viser la clarté : les électeurs doivent réellement pouvoir choisir leurs élus, sans être limités par des éléments techniques tels que l'effet dévolutif de la case de tête dont nous voulons la suppression.

Les Libéraux sont d'ardents partisans de la démocratie représentative. Le parlementarisme implique l'élection des représentants du peuple, le contrôle de l'action gouvernementale, les droits de l'opposition et le financement public des partis démocratiques. Dans le même esprit, les Libéraux sont favorables à plus de démocratie directe et participative face aux enjeux sociétaux décisifs, venant en complément de la démocratie représentative.

PRIMAUTÉ DU POLITIQUE

Les Libéraux entendent garantir la primauté du politique et donc du contrôle démocratique. Dans une série de problématiques complexes – l'approvisionnement énergétique, les avancées bioéthiques, les défis environnementaux, les dossiers européens, les défis financiers, l'économie mondialisée... – l'expert doit s'exprimer, expliquer et contribuer à la compréhension de la problématique. Le politique quant à lui a la responsabilité de décider. Le libéralisme privilégie l'expression de différents points de vue, ainsi que le débat dans le processus de prise de décision. Le débat parlementaire sort renforcé de l'ouverture aux analyses des chercheurs et à l'expertise des spécialistes. Le Parlement fait alors la synthèse entre la technicité et l'intérêt commun. Les Libéraux recommandent une alliance renouvelée de la démocratie, de l'économie et de la science.

CLARIFIER LES LOIS, RÉDUIRE LES RÈGLEMENTATIONS

La Constitution est le fondement de l'Etat de droit, et la loi en est l'instrument. Le citoyen doit se réapproprier la maîtrise de ces textes. À l'initiative des Libéraux, une commission de suivi législatif a été mise en place. Il faut renforcer ses moyens d'action pour conduire à plus d'efficacité et renforcer l'évaluation ainsi que l'adaptation de notre arsenal juridique et réglementaire. Cela entraînera une meilleure lisibilité des textes et donc un renforcement de leurs objectifs ainsi qu'une meilleure acceptation par les citoyens.



Les Libéraux défendent un Etat arbitre, soutenant l'initiative individuelle, responsabilisant les personnes et centré sur ses missions essentielles, en tête desquelles figurent la sécurité sociale, la sécurité des citoyens, l'équité et le respect des différences. Le juste Etat libéral – la démocratie libérale - dispose des moyens nécessaires pour être pleinement en mesure d'exercer ses missions avec le maximum d'efficacité, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Les Libéraux souhaitent un Etat centré sur les missions essentielles de service public qui sont les siennes. Si l'Etat se départit d'une obligation de service universel pour en transférer l'exécution au secteur privé, il est nécessaire que cela se fasse par un cahier des charges précis et rigoureux. Celui-ci définit les objectifs à atteindre et organise une capacité de contrôle, dans la transparence vis-à-vis des contribuables et ce, à tous les niveaux de pouvoir. L'autorité publique doit assurer, entre autres, la sécurité, la justice, la qualité de l'enseignement, la protection de la santé, la préservation du cadre de vie, les infrastructures liées à la mobilité, un système de retraites performant, un logement de qualité à un prix raisonnable, adapté ou adaptable au handicap ou à la dépendance...

LES MISSIONS DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE ÉVOLUENT

Un Etat n'est pas une entité définie une fois pour toutes : sa structure évolue, ses institutions se transforment, ses modalités d'interventions sont variables. Pour les Libéraux, ces structures doivent en priorité répondre aux besoins économiques et sociaux de la population et s'adapter à leur évolution : étudier, se former, accéder à l'emploi, pouvoir créer de l'activité économique, vivre dans un environnement sain, se soigner, se déplacer, trouver un logement, avoir une vie culturelle...



Soucieux de garantir les missions de l'Etat, dans le respect des libertés et des droits constitutionnels, les Libéraux réformateurs sont attentifs et réactifs aux problématiques nouvelles, aux changements susceptibles d'affecter et de modifier les priorités de l'autorité publique.

A titre d'exemple, au niveau local, les Libéraux réformateurs estiment que les politiques en matière de mobilité, de logement, d'enseignement, de jeunesse et de seniors, ainsi que la prise en compte de réalités environnementales et du développement territorial, économique et commercial justifient une réflexion supracommunale.



L'ÉQUILIBRE ENTRE LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET LA SÉCURITÉ DE TOUS

Les Libéraux sont soucieux de trouver le juste équilibre entre d'une part, l'affirmation des libertés individuelles et, d'autre part, la responsabilité d'agir pour assurer la sécurité de tous. La lutte contre le terrorisme ou contre le processus de radicalisation sont des exemples type de la nécessité de mener des actions fortes et urgentes. Elles requièrent une coordination ainsi que des moyens budgétaires et légaux appropriés.

Les Libéraux sont profondément attachés au respect de la vie privée. Les méthodes particulières de recherche (mise sur écoute, perquisitions 24h/24, contrôle d'Internet, interception de courrier, récolte d'informations bancaires, partage d'informations sur le « profil » des voyageurs, etc.) doivent toujours s'accompagner de garanties juridiques suffisantes pour éviter les abus et respecter le principe de présomption d'innocence.

La protection de la vie privée implique aussi de trouver de nouvelles réponses face à l'interception massive des communications électroniques par certains Etats et de mieux lutter contre le vol des données personnelles à des fins criminelles. Les libertés doivent sans cesse être évaluées, réaffirmées, consolidées. Tel est le projet démocratique des Libéraux. En ce sens, il n'y a pas, lorsque la démocratie et la liberté sont en cause, de « petit combat ».

L'IMPARTIALITÉ ET LA NEUTRALITÉ DE L'ETAT GARANTISSENT LE PLURALISME

Dès lors que la société intègre une diversité de cultures, de styles de vie, de traditions, de convictions, l'Etat doit être le garant impartial du pluralisme. L'impartialité, c'est la séparation des pouvoirs, la garantie des droits individuels. C'est aussi la séparation de l'Etat et des cultes, la primauté de la loi civile sur la loi religieuse et la non prévalence d'un culte sur un autre.

Outre l'impartialité de l'Etat, une application claire et stricte de la neutralité est un impératif pour lutter contre les communautarismes, contre les exigences religieuses et culturelles diverses sous couvert d'accommodements raisonnables, et bien entendu contre l'émergence des tendances les plus extrêmes. En ce sens, il faut lutter contre l'abus de droit : nul ne peut se revendiquer des droits et libertés de notre démocratie libérale pour attaquer ces mêmes droits et libertés !

Le droit d'avoir ou non des convictions religieuses ou philosophiques est un droit essentiel, laissé au libre choix de chacune et de chacun, tel que garanti par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Charte européenne des droits fondamentaux et la Convention européenne des Droits de l'Homme. C'est l'impartialité de l'autorité publique qui permet, dans une société composée d'individus libres et différents, la cohabitation harmonieuse de convictions distinctes, y compris le droit de ne pas croire, la liberté de critiquer, de quitter une religion ou d'en changer.

Pour les Libéraux, l'autorité publique doit se caractériser par la neutralité de traitement des dossiers, mais aussi par la neutralité d'apparence vis-à-vis des administrés dans leur relation avec l'Etat : autrement dit le port de signes convictionnels ostentatoires ne peut être toléré dans la fonction publique, en ce compris dans l'enseignement officiel.

Par ailleurs, l'expression publique d'agents de l'Etat, en particulier des magistrats, doit prévenir toute présomption de partialité ou d'absence de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions.

LA JUSTICE, LA SÉCURITÉ, CONDITIONS PREMIÈRES DES LIBERTÉS

Les droits de chacun, et au premier chef le respect de la présomption d'innocence, sont pleinement garantis lorsque la justice est indépendante, impartiale et efficace, et lorsque la sécurité des personnes, en particulier des plus faibles, et des biens est assurée. Ce n'est que si ces deux conditions sont réunies que les citoyens peuvent vivre pleinement les libertés que leur procure la Constitution. Il appartient aux trois Pouvoirs qui fondent notre Etat, chacun dans son rôle, d'assurer l'exercice de ces libertés.

Pour renforcer la confiance du citoyen en sa justice, elle doit être impartiale, équitable, rapide, accessible, efficace et compréhensible. La justice doit poursuivre sa mutation et sa modernisation pour répondre aux défis du 21^{ème} siècle et assurer le service que le citoyen, en particulier la victime, est en droit d'attendre. Une justice qui respecte les droits humains, jusque dans les prisons. Pour ce faire, les acteurs de la justice doivent être soutenus et valorisés dans l'exercice de leur mission.

A l'instar de la justice, le législateur doit lui aussi être en phase avec les évolutions de notre société et des attentes des citoyens. La modernisation de notre arsenal juridique est une de ses tâches prioritaires. Un cadre légal clair et connu est la meilleure prévention contre le sentiment d'injustice et permet de garantir un traitement équitable des justiciables. L'Etat doit garantir l'accès pour tous à la justice.

La sécurité nécessite un ensemble d'interventions nécessaires de l'autorité publique pour préserver la paix au sein de la société. Renforcer la sécurité des personnes est prioritaire. C'est un état d'esprit, une attention, une vigilance sur plusieurs fronts : garantir l'intégrité physique, veiller à la protection des biens et à la sécurisation des domiciles, renforcer la sécurité routière, donner une réponse rapide lorsque des infractions sont commises, réprimer de façon juste et efficace, assurer une réparation effective en faveur des victimes...

Les Libéraux considèrent aussi que les différents corps de la protection civile (pompiers, ambulanciers, centres de secours, médecins généralistes, policiers...) prouvent chaque jour l'importance de leur action. Leurs rôles, leurs capacités et leurs moyens doivent être adaptés aux besoins de notre époque.

Dans cette même logique, le MR soutient une Défense nationale moderne, capable de s'adapter en participant également à la sécurité nationale.

L'ENNEMI : LE TERRORISME

Au cours du 20^{ème} siècle, nos démocraties occidentales ont eu à surmonter les totalitarismes que sont le fascisme et le communisme. Aujourd'hui, elles sont menacées principalement par le terrorisme islamiste qui les a prises pour cible en raison des valeurs de liberté qu'elles incarnent. Il s'agit d'une agression diffuse, constante, polymorphe, ponctuée par des moments de violence aveugle. La riposte démocratique doit s'adapter, revêtir plusieurs formes, et se traduire par une vigilance constante. Si l'autorité publique ne doit jamais perdre de vue le respect des droits fondamentaux et des libertés individuelles, elle doit pouvoir prémunir nos concitoyens de la violence meurtrière et de la sauvagerie terroriste.



La riposte doit se fonder sur le renforcement du travail des services de renseignements afin que les informations récoltées permettent au maximum d'empêcher qu'un attentat se produise. Cela ne peut se faire que par le travail mené par les forces de l'ordre. Mais aussi, plus en amont, sur la scène internationale par la pacification progressive des zones de conflits et la coopération au développement.

Le degré de menace zéro n'existe pas et n'existera jamais. La préparation et l'entraînement des forces de sécurité et de secours à la réalité d'un attentat terroriste est une priorité absolue. Améliorer les procédures, les faire coller davantage aux menaces pesant sur nos infrastructures, les rassemblements de personnes, développer dans la population la maîtrise des premiers gestes « qui sauvent » : rien ne peut être omis ou négligé à cet égard.

Le Juste Etat luttera par tous les moyens contre toute forme de fanatisme et de radicalisation menaçant les fondements de notre démocratie et préservera nos valeurs de liberté, du vivre et du construire ensemble.

Les différentes actions contre le terrorisme islamiste ou contre la menace de groupes extrémistes de droite et de gauche doivent bénéficier d'un réel soutien et d'une coordination efficace au niveau européen et mondial, tant dans la prévention que sur le plan opérationnel, notamment en s'attaquant aux capacités de ces groupes terroristes (financement, trafic d'armes, recrutement, etc.).



UNE FONCTION PUBLIQUE MODERNE AU SERVICE DES CITOYENS

La gestion des outils publics ainsi que les décisions de l'autorité publique, doivent être marquées par un haut souci de transparence et d'éthique. L'exercice de la fonction publique doit être assuré dans le respect d'une stricte impartialité.

Dans une démocratie libérale, travailler au service de l'autorité publique, c'est travailler au service des gens. Il s'agit d'une mission fondamentale, le plus souvent exercée avec professionnalisme, dévouement et sens des responsabilités.

Les fonctionnaires sont des acteurs essentiels d'une démocratie respectant chaque citoyen. Pour ce faire, les Libéraux veulent objectiver les nominations dans la fonction publique fondées sur le mérite et généraliser le système de mandats sur la base de capacités démontrées pour les fonctions dirigeantes, afin d'optimiser les rapports entre le pouvoir politique et son administration.

Le service public doit être le plus performant possible, en accroissant la flexibilité des agents, en redéfinissant les missions, les méthodes de gestion, d'évaluation et de contrôle, ainsi qu'en assurant une vision à moyen et long terme de l'action. Les moyens financiers attribués à un organisme de service public doivent d'abord et avant tout servir les citoyens.

C'est parce que nous respectons les fonctionnaires et croyons en leur rôle indispensable que le Mouvement Réformateur est convaincu qu'une fonction publique valorisée, efficace, ouverte et respectueuse du citoyen est une priorité.

UNE DÉFENSE MODERNE ET PERFORMANTE

La sécurité du territoire et des citoyens belges est une mission régalienne de l'autorité publique. C'est pourquoi les missions clés de la Défense nationale doivent rester la défense et la sécurité collectives, ainsi que la protection des ressortissants belges là où leur sécurité est menacée.

Notre armée doit demeurer un instrument moderne et performant qui assume des missions de sécurité intérieure, ainsi que la défense du territoire en liaison avec les Alliés de l'OTAN. Elle est destinée à participer également à des opérations militaires à l'étranger dans un cadre multilatéral, comme prolongement de notre politique étrangère.



Pour les Libéraux, la Défense nationale doit bénéficier des investissements lui permettant une opérationnalité effective sur les théâtres d'opérations et de rester au niveau requis. Nos militaires, quant à eux et dans un objectif similaire, doivent bénéficier des formations adaptées.

L'institution militaire est un des symboles de l'unité nationale, l'équilibre linguistique doit y être respecté.

LA LOYAUTÉ FÉDÉRALE

Le Mouvement réformateur est attaché à la Belgique et au principe de loyauté fédérale entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, et ces dernières entre elles.



Pour les Libéraux, le caractère plurilingue de la Belgique est un atout. Nous soutenons une circonscription fédérale qui doit permettre d'élire une partie des Députés fédéraux sur l'ensemble du pays. Une telle circonscription permettrait aussi à l'ensemble des citoyens de sanctionner ou d'approuver les politiques menées au niveau fédéral par des représentants issus des autres communautés du pays.

Le Mouvement réformateur s'engage pour un Etat fédéral solide et doté des moyens lui permettant d'accomplir ses missions et pour des entités fédérées fortes et responsables. Les mécanismes de coopération entre l'Etat fédéral et les entités fédérées doivent être renforcés au bénéfice du citoyen.

AFFIRMATION DU FAIT RÉGIONAL ET DE L'ENGAGEMENT FRANCOPHONE

Les Libéraux entendent intégrer pleinement dans le cadre fédéral l'affirmation du fait régional et mettre en avant l'intérêt réciproque à travailler ensemble, dans un système articulé autour d'entités régionales clairement affirmées. Les efforts communs doivent charpenter un projet politique clair qui démontre la capacité de l'Etat fédéral et des entités fédérées d'accroître la prospérité et le bien-être des habitants et de dynamiser le tissu économique.

Le Mouvement réformateur réaffirme son engagement en faveur de tous les francophones de notre pays, notamment dans la défense de leurs droits démocratiques et culturels.

Les Libéraux incarnent la volonté des francophones de travailler ensemble autour d'un socle commun fort fédérant la Wallonie et Bruxelles, sur des projets liés par la langue, comme l'enseignement, la culture ou l'audiovisuel, en privilégiant l'autonomie nécessaire pour prendre en compte des réalités régionales particulières.

Bruxelles est un atout au cœur de l'Europe pour l'ensemble de la Belgique. Celui-ci doit être saisi en consacrant le plein rayonnement de la Région centrale du pays, via notamment la communauté métropolitaine.

Afin de s'inscrire dans un projet moderne et efficace, les institutions francophones doivent évoluer avec pragmatisme et souplesse autour de quatre grands principes : la simplification, la légitimité, l'efficacité et la responsabilité. Par conséquent, les Libéraux soutiennent la rationalisation des structures pour une plus grande cohérence sur la base des principes de subsidiarité et de fédéralisme coopératif.

DES GERMANOPHONES EN MOUVEMENT



Les germanophones s'inscrivent de manière pleine et entière dans une Belgique fédérale dans laquelle l'entité germanophone traite sur un pied d'égalité avec les autres entités fédérées. La volonté est de travailler dans un esprit de loyauté fédérale au sein d'un fédéralisme de coopération.

La garantie de l'autonomie des germanophones dans le futur, mais aussi la défense de leurs intérêts légitimes s'inscrit pleinement dans le projet libéral.



2
DES CITOYENS
LIBRES ET
RESPONSABLES

Le libéralisme affirme que les citoyens ont non seulement le droit d'avoir des convictions propres et de les exprimer, mais surtout qu'il est bénéfique pour la société que les citoyens ne pensent pas de manière uniforme. Une société garantissant la liberté de pensée, d'expression, de création, d'entreprise, est préférable pour tous. La diversité d'opinions exprimée dans le respect permet d'approfondir le débat : la confrontation des idées en sort renforcée et, par conséquent, le résultat en devient plus efficace.

POUR UNE SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE



L'intégration n'est pas synonyme d'assimilation : la société ouverte défend le respect de la différence. Mais elle impose aussi un devoir d'intégration par la reconnaissance par tous d'un socle de valeurs et de principes communs inaliénables. Le modèle interculturel pose l'égalité des droits et devoirs pour tous les citoyens. Ce modèle ne remet pas en cause l'existence de traditions culturelles différentes pour peu qu'elles ne portent pas atteinte au socle démocratique commun, aux valeurs fondamentales et à vocation universelle.

Ces valeurs s'imposent à tout Etat qui ambitionne l'émancipation de ses citoyens. Les Libéraux ne transigent pas sur la démocratie, l'égalité de l'homme et de la femme, la séparation des cultes et de l'Etat, le droit au libre choix de vie, à la liberté d'orientation sexuelle, ou encore à la liberté de conscience... Si la diversité constitue une chance pour tous, elle se doit de consacrer la coexistence harmonieuse et pacifique entre tous.

Ce modèle de société ouverte et tolérante rejette sans ambiguïté le communautarisme. Seul un respect rigoureux des principes de la neutralité et de l'impartialité de l'Etat est en mesure de réussir la coexistence des différentes croyances et de maintenir la paix sociale entre des personnes d'origines et de cultures différentes. Dans le même ordre d'idées, les Libéraux s'opposent à toute forme d'antisémitisme et de racisme lesquels ne sont pas des opinions mais des délits punissables par la loi.

Chaque citoyen doit pouvoir exercer son culte sans contrainte, tout comme il doit avoir le droit d'en changer, de ne pas croire et de refuser tout dogme.

L'Etat libéral se doit de protéger les personnes, en particulier les enfants, de toute forme d'éducation sectaire. Il met tout en œuvre pour favoriser l'intégration des populations vivant sur son territoire.

LA LIBERTÉ DE LA CRÉATIVITÉ

La liberté, y compris celle de créer, est une qualité inaliénable de l'humanité. Lorsqu'un être humain crée une œuvre d'art, il montre aux yeux de tous qu'il est un être libre, libre de penser, de s'exprimer, de construire, de changer le monde... Du coup, il montre aussi que tous les êtres humains sont des hommes, des femmes, libres de créer!

Pour les Libéraux, il est essentiel de veiller à la conservation, à la promotion, à la diffusion, à la pratique, à la fréquentation des œuvres musicales, littéraires, plastiques, cinématographiques,... qui constituent l'authentique patrimoine populaire, les racines des peuples. Ce n'est qu'ainsi que les cultures peuvent se rencontrer, dialoguer, préserver leurs qualités, se nourrir l'une l'autre. Sinon elles s'occultent et finissent par s'uniformiser et se banaliser.



La création artistique touche à l'essence de l'être humain, à l'être profond de chacune et de chacun. Pour un projet de société fondé exclusivement sur des valeurs humaines - au premier rang desquelles, la liberté - la création artistique symbolise le projet libéral tout entier.

Le libéralisme engagé travaille à apporter de nouvelles formes de financement au secteur artistique et culturel et à rapprocher de manière proactive l'art et la culture de l'ensemble des citoyens, et en particulier des plus précaires.

Quand elles sont nécessaires, les aides publiques ne doivent jamais être l'occasion ni d'accorder des « passe-droits » ni d'orienter politiquement le travail d'un artiste ou d'un opérateur culturel.

DES PASSERELLES, SUR UN SOCLE DE VALEURS COMMUNES

L'ouverture à l'autre est l'un des fondamentaux d'une société à la fois vivante, apaisée et durable. Cette ouverture commence dès le plus jeune âge par le biais de l'enseignement, par l'apprentissage des connaissances, par la richesse de l'expérience. Le cours de philosophie et de citoyenneté mobilisant l'intelligence critique, doit être constamment attentif à l'apprentissage du débat et de l'argumentation. C'est le premier droit d'un citoyen que de pouvoir faire valoir son point de vue, et de pouvoir défendre ses idées. A ce titre, il est nécessaire de s'opposer à tout conformisme des opinions et de favoriser l'émergence d'idées originales. Le Mouvement Réformateur croit en la force des débats d'idées et de la liberté d'expression qui permettent de se forger une opinion critique, dans le respect de la loi.

En-dehors de l'école, d'autres passerelles entre les personnes et entre les cultures sont également actives : le monde associatif, le bénévolat, les opérateurs culturels, les clubs sportifs sont eux aussi un formidable vecteur d'intégration, d'apprentissage de l'esprit d'équipe, de respect des règles communément acceptées. Tous permettent d'acquérir l'expérience de partager un projet et un espoir communs.

Le monde du travail est également un lieu privilégié de la rencontre avec l'autre. Là, une coopération concrète et le partage d'objectifs communs ouvrent le champ du dépassement des préjugés. La construction d'une citoyenneté effective par le travail et l'esprit d'initiative, la volonté de mettre l'égalité des chances au cœur de ce processus sont autant de valeurs communes que le libéralisme engagé continuera à promouvoir, à l'encontre de toute forme de discrimination et/ou de communautarisme.

Pour concrétiser cet engagement, les Libéraux prônent la signature d'une déclaration d'adhésion, un contrat citoyen, reprenant les principales valeurs universelles et libertés fondamentales qui constituent le socle de toute société démocratique. Tout citoyen résidant sur notre territoire devrait la signer dès l'âge de 18 ans.



L'ENSEIGNEMENT, LE SOCLE DE LA DÉMOCRATIE

Les Libéraux sont les véritables défenseurs de la liberté d'enseignement et, partant, de toutes les écoles. Ils veulent garantir le principe qui consacre le libre choix d'établissement scolaire des parents. Ils entendent garantir l'accès à un enseignement de qualité et géographiquement proche des élèves qui y sont inscrits.

L'enseignement est un socle inconditionnel de la démocratie : il fonde toute forme de développement, qu'il soit scientifique, social, économique, technique ou culturel. Sans un enseignement de qualité, nul progrès n'est possible, nulle réforme ne peut être envisagée, expliquée, approuvée ni comprise.

Le MR promeut l'excellence, tant intellectuelle que technique. Les jeunes doivent acquérir les compétences qui leur permettront de s'adapter à un milieu de travail et à un environnement social en perpétuelle évolution.

C'est à l'école que doit être mis en œuvre le principe d'égalité des chances, d'égalité entre les femmes et les hommes et d'équité. Le rôle des enseignants et éducateurs est essentiel afin, dès le plus jeune âge, de repérer les inégalités sociales et d'utiliser les moyens nécessaires pour y apporter la réponse adéquate. L'école doit permettre à chaque enfant, quels que soient son origine socio-culturelle, ses capacités personnelles ou ses besoins spécifiques, de s'épanouir, de se dépasser et de prendre sa place dans la société. Une école de qualité, exigeante, en est la meilleure garante.

Le libéralisme engagé propose l'effort, l'étude, et le mérite pour tous, dans un climat de respect et de bienveillance.

Relever le niveau de l'enseignement implique d'augmenter le niveau de chaque élève. L'enseignement obligatoire doit mieux préparer à l'enseignement supérieur. Tous les élèves disposent du même droit d'atteindre leur plein potentiel d'apprentissage et ils doivent tous avoir un accès égal à des enseignants qualifiés et motivés.

Les libéraux sont favorables à la spécialisation par catégorie d'enseignement des différents réseaux de l'enseignement officiel afin d'optimiser leur organisation et de privilégier les synergies et la qualité de la formation. En outre, les Libéraux sont favorables à un pouvoir organisateur distinct du pouvoir régulateur.

DES ENSEIGNANTS **RESPECTÉS**

Un enseignement de qualité repose avant tout sur les compétences, la motivation et la conscience professionnelle des enseignants. Ils sont le vecteur du transfert des connaissances et contribuent à façonner les citoyens de demain, en développant les notions de compréhension, d'expression, de dialogue, de tolérance et de libre arbitre. Leur rôle de transmission du savoir entre les générations doit être mieux reconnu et soutenu. Les Libéraux veulent rétablir la légitime confiance et la reconnaissance que le corps enseignant mérite. Les enseignants doivent être respectés tant par les parents que par les élèves.

Pour les Libéraux, les écoles doivent disposer de l'autonomie et de la liberté d'action suffisante pour atteindre les objectifs fixés par des normes claires et précises, sans subir de harcèlement administratif qui se fait au détriment de la vocation pédagogique de l'école.

La première mission de l'école porte sur l'apprentissage et la maîtrise de la langue pour tous les enfants. Cet apprentissage est aussi un élément prioritaire des parcours d'intégration pour les nouveaux arrivants et pour les enfants dont la langue maternelle n'est pas la langue de l'enseignement.

Les Libéraux souhaitent aussi généraliser l'apprentissage de plusieurs langues, notamment par des processus d'immersions ou d'échanges d'élèves et d'enseignants et ce dès les maternelles. Par ailleurs, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour développer l'apprentissage de la langue numérique, passeport indispensable pour l'emploi.

Quant à la revalorisation de l'enseignement qualifiant, elle passe aussi par davantage de synergies avec le monde de l'entreprise, notamment par le développement de stages et de formations en alternance afin de rencontrer les besoins et d'assurer un avenir professionnel aux élèves.

Un meilleur apprentissage des savoirs de base permettrait de diminuer l'échec dans le supérieur.

L'enseignement supérieur et universitaire doit offrir des formations adaptées aux besoins de notre époque. Les étudiants doivent y bénéficier d'un enseignement de qualité. Le financement de l'enseignement supérieur doit rencontrer les besoins, afin d'en garantir l'excellence et l'autonomie.



SCIENCES, TECHNOLOGIES **ET GÉNÉRATION DIGITALE**

Les Libéraux souhaitent une meilleure approche pour l'apprentissage des mathématiques et des sciences. L'esprit scientifique est un acquis essentiel de notre culture et de notre société, il est source de progrès, combat l'obscurantisme et est capable de fournir des solutions innovantes aux enjeux de la société du 21^{ème} siècle.

L'éducation à la société digitale est également indispensable. Par-delà l'expérimentation, une maîtrise de son fonctionnement est source d'épanouissement et permettra de nombreux développements économiques. Les Libéraux ont confiance en la jeunesse, en son ouverture au monde et en sa capacité à relever les défis de la mondialisation. L'enseignement doit les doter des outils de compréhension et de maîtrise. Ils seront alors les acteurs de la vertigineuse accélération du progrès scientifique et de la fulgurante évolution technologique qui transforment radicalement notre monde et ouvrent largement le champ des possibles : nouvelles techniques médicales, agricoles, nanotechnologies, supraconducteurs, nouvelles énergies, etc. Les jeunes doivent pouvoir s'intégrer à cette révolution économique et numérique notamment par la création de start-ups, de TPE et de micro-entreprises...

FAVORISER LA RECHERCHE



Les Libéraux sont les défenseurs des universités et des hautes écoles dans le respect de la liberté académique, les défenseurs des centres de recherche, ainsi que des synergies entre recherche publique et recherche privée. Celles-ci doivent être encouragées, notamment par des incitants fiscaux. Il s'agit d'une priorité. La recherche fondamentale conduit aux innovations révolutionnaires. C'est le socle sur lequel repose tout développement technologique futur. Les Libéraux souhaitent une réelle coordination entre les niveaux de pouvoir compétents pour identifier les opportunités à développer, les besoins auxquels répondre et les complémentarités à mobiliser en termes d'instruments et de moyens. L'innovation technologique associée à l'esprit d'initiative permettra d'assurer les besoins des sociétés humaines et de surmonter les déséquilibres environnementaux et climatiques.

Les Libéraux ont été porteurs des avancées législatives en matière bioéthique. Ils sont aujourd'hui les garants du maintien des libertés ainsi créées, notamment pour les femmes.



VEILLER DAVANTAGE AU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

Les Libéraux veulent renforcer les moyens de lutte contre toute forme de maltraitance animale. Ils plaident pour de nouvelles initiatives destinées à réduire les souffrances infligées aux animaux.

Ils souhaitent également mener une réflexion sur la cohabitation entre l'homme et l'animal. Les espaces publics sont souvent le théâtre de difficultés de cohabitation (sécurité, nuisance, occupation des espaces...). Une réflexion inclusive est donc indispensable.



4 LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU SERVICE DE L'EMPLOI

Pour les Libéraux, l'économie de marché, la libre concurrence, la liberté d'entreprendre et d'investir, le droit de propriété sont nécessaires au bien-être général de même qu'aux libertés politiques. Il n'y a pas de libertés politiques sans libertés économiques, de même qu'il n'y a pas de développement économique sans contrôle démocratique. En ce sens, l'économie libérale telle que nous la concevons se fonde sur une dimension éthique : la richesse n'est pas une fin en soi. La fin en soi, c'est davantage de liberté.

Le libéralisme engagé est celui qui peut maintenir le capitalisme en-dehors de ses excès. Il s'oppose à toute dérive financière qui viendrait rompre l'alliance entre démocratie et économie. La démocratie libérale soutient l'économie de marché. Mais dans le même temps elle contraint celle-ci à ne pas oublier l'objectif assigné : contribuer au développement de la société et au bien-être des individus.

LES NOUVEAUX CRÉNEAUX ÉCONOMIQUES



A notre époque, le succès économique d'une nation ne repose plus exclusivement sur la richesse en matières premières ou sur le volume de capital matériel dont elle dispose. La capacité à innover, à créer des concepts et à produire des idées constitue un avantage concurrentiel essentiel. Chaque année on constate que les entreprises qui rencontrent le succès, le font grâce à une bonne idée exploitée au moment opportun. Elles parviennent alors à créer de la richesse et de l'emploi.

Le facteur humain est fondamental dans la recherche et l'innovation technologiques. La formation des jeunes doit les conduire à s'orienter vers les métiers d'avenir, en particulier techniques et scientifiques. Les Libéraux veulent renforcer l'attrait de ces formations techniques, scientifiques et technologiques. L'enseignement doit à la fois élargir le champ des connaissances, former à la citoyenneté et préparer au marché de l'emploi.

Le Mouvement Réformateur souhaite renforcer la culture entrepreneuriale dès le plus jeune âge. Cela permettra d'assurer le renouvellement du tissu productif, la création de nouvelles spin-off et de partenariats public-privé. Les structures publiques d'aides doivent être adaptées au développement de nos talents et les soutenir.

UN MOUVEMENT POPULAIRE EN FAVEUR DU TRAVAIL

Le projet libéral est un projet politique et économique, au service de celles et ceux qui travaillent, qui veulent travailler et qui ont travaillé. Un projet au service de celles et ceux qui, dans leur métier, quel qu'il soit, donnent le meilleur d'eux-mêmes : ils montrent leur sens des responsabilités, leur goût du travail bien fait, leur recherche de l'excellence. Le libéralisme engagé soutient ces travailleurs et cherche à valoriser l'effort réalisé.

Il s'engage aussi aux côtés de ceux qui souffrent de maladies chroniques graves ou sont en situation de handicap et qui ont davantage de difficultés pour surmonter les contraintes de la vie professionnelle. Ils doivent bénéficier d'un soutien approprié et être accompagnés sur un marché du travail inclusif et adapté. Le respect du travailleur, c'est aussi veiller au bien-être au travail, à la prévention des accidents et au traitement particulier que nécessitent certains métiers plus pénibles.

Les Libéraux préconisent que le marché du travail prenne en compte l'évolution démographique et technologique, propose des adaptations des postes de travail, favorise le télétravail et le co-working et mène une réflexion sur les évolutions tout au long de la carrière.

Le soutien au travail, c'est aussi poursuivre la baisse des charges sur les revenus du travail et faire bénéficier ceux qui ont travaillé d'une pension à la hauteur de leur parcours professionnel.



SOUTIEN AUX PME ET AUX INDÉPENDANTS

La liberté d'entreprendre est un des fondements de l'action politique des Libéraux. En tant qu'indépendant, en créant son propre emploi, puis en recrutant des collaborateurs lorsque son projet grandit, en s'ouvrant ensuite à l'international, l'entrepreneur doit être encouragé et soutenu. Ce soutien passe aussi par une simplification administrative et une fiscalité dynamique qui privilégient la création de richesses et d'emplois, un accès au crédit facilité, une protection sociale forte, une transmission d'entreprise allégée et, en cas d'accident, la possibilité de rebondir et de bénéficier d'une nouvelle chance.

Parallèlement à ces développements, les Libéraux défendent une revalorisation des métiers techniques et manuels, notamment ceux exercés par des artisans, indispensable afin de favoriser la transmission de l'expertise et de la maîtrise des techniques dans des domaines aussi variés que la construction, le travail du bois, de la pierre ou du papier, de l'agriculture, de la cuisine, etc.

Les TPE doivent bénéficier du soutien adéquat pour leur permettre de grandir et d'assurer la création de nouvelles richesses et devenir un vivier d'emplois.

L'AGRICULTEUR, ACTEUR INDISPENSABLE

L'agriculteur est confronté à une concurrence internationale de plus en plus intense, à l'extrême volatilité des prix, à la remise en cause de ses revenus et parfois à la survie de son activité ou des perspectives de celle-ci.

L'enjeu alimentaire et agricole est prioritaire pour le Mouvement Réformateur, à tous les niveaux de décision, de la Région au niveau mondial, en passant par le pouvoir fédéral et par l'Union européenne. Les défis actuels doivent être l'occasion de réconcilier le monde de l'agriculture avec l'avenir. Une activité agricole durable, respectueuse du cadre de vie ne peut se construire que si les produits qui en découlent répondent aux attentes fortes des consommateurs, en termes de qualité, de sécurité alimentaire, d'impact environnemental et de bien-être animal. Dans la logique d'une croissance durable et de sauvegarde de notre autonomie alimentaire, l'agriculture doit continuer plus que jamais à concilier préservation du cadre de vie et de la ruralité, qualité alimentaire et revenus adéquats pour l'ensemble de la profession.

Les Libéraux entendent préserver notre agriculture, considérée comme un vecteur du bien public, et renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs face à l'ensemble des partenaires du monde agricole, de l'agroalimentaire, des associations, des industriels, des distributeurs... D'autre part, au niveau international, nos agriculteurs doivent pouvoir évoluer dans un contexte de concurrence équilibrée tandis que l'Europe doit prévoir un certain nombre de mécanismes, de filets de sécurité, pour éviter les dysfonctionnements destructeurs des marchés agricoles. Et ce, afin d'aboutir à un juste prix pour tous.

UNE ATTENTION POUR LA RURALITÉ

Attentifs à toutes les spécificités du territoire, les Libéraux entendent veiller à ce que les zones rurales soient valorisées, au besoin en recourant à des normes adaptées aux activités qui s'y développent et à la densité de leur population, singulièrement dans les zones éloignées de toute métropole.



LES POTENTIELS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE

Les Libéraux s'engagent résolument en faveur de l'économie numérique sur tout le territoire, urbain et rural. Cette évolution nécessite une action politique qui, sans brider l'émergence d'opportunités, leur offre un cadre juridique précis, notamment en ce qui concerne la sécurité et la protection de la vie privée. Une collaboration active entre le privé et le public est indispensable dans ce secteur. Une attention particulière sera portée à la réduction de la fracture numérique entre générations et entre milieux sociaux.

L'économie collaborative a fait irruption dans nos vies quotidiennes dans à peu près tous les domaines d'activités, le secteur des transports, du logement, de l'alimentation, du financement alternatif, de l'éducation, du social, de la production des biens, etc. L'économie collaborative révolutionne un grand nombre d'activités existantes. Elle représente un immense potentiel à tout point de vue. Il est urgent de prendre en compte ces changements et de faire sortir l'économie collaborative du secteur informel pour en faire une activité économique à part entière et ce, en mettant en place des procédures de sécurisation qui permettent de garantir la confiance, d'assurer le développement des secteurs classiques et de contribuer à la protection sociale.



LE TRAVAILLEUR, PRINCIPALE RICHESSE DE L'ENTREPRISE

Le libéralisme engagé entend accompagner, voire anticiper l'évolution du monde du travail. Il s'agit d'inventer, notamment à l'échelle européenne, les nouveaux rapports sociaux répondant tant aux potentialités qu'aux contraintes des formes émergentes de travail, celles liées à la numérisation, aux technologies nouvelles, au télétravail, à l'économie collaborative, etc. Il faut répondre aux questions qui concernent une part de plus en plus grande de la population: comment organiser le temps de travail et le répartir, sur la journée, la semaine, le mois, la carrière... ? Comment concilier avec la vie de famille, ces nouvelles formes de travail qui ne sont plus circonscrites par un créneau horaire ni par un lieu précis ?

Les revenus du travail – en tenant compte des contraintes et frais occasionnés – doivent être plus attractifs que les allocations sociales. Si celles-ci doivent être suffisamment élevées, voire renforcées durant une première période, pour aider les personnes et les familles confrontées à une situation d'inoccupation forcée ou de maladie, elles ne doivent pas être assimilées à une quelconque forme de rente. La recherche d'un emploi, l'apprentissage lors de formations, l'accompagnement personnalisé et la responsabilisation... sont des outils essentiels de la lutte contre l'exclusion sociale et les processus d'appauvrissement. Pour prendre en compte les changements observés sur le marché du travail, notamment l'évolution du salariat, les Libéraux veulent étudier des mécanismes nouveaux de protection sociale, afin de préserver un niveau de bien-être élevé et de garantir la sécurité sociale.

Confrontés à un contexte de délocalisations, les travailleurs, leur expérience et leur savoir-faire, doivent davantage être considérés comme une richesse constitutive du capital de l'entreprise et comme un atout pour son développement.

Par ailleurs, les Libéraux se sont depuis longtemps prononcés en faveur de l'intéressement des travailleurs au capital de l'entreprise.

Enfin, pour les Libéraux affirmer que le travail est une valeur universelle n'est pas une parole en l'air. La mondialisation doit continuer à entraîner, dans tous les pays, des effets positifs réels, notamment pour ce que l'on appelle le « travail décent » : un revenu décent pour les travailleurs et leur famille, une protection sociale efficace, le respect des droits des travailleurs migrants ou saisonniers, des libertés syndicales, la lutte contre le travail et l'exploitation des enfants, la lutte contre le dumping social... Cette vision éthique de l'économie est mise en avant par notre stratégie et par notre action internationales.

L'EMPLOI DES JEUNES, UNE PRIORITÉ

Le travail, vecteur capital d'indépendance et d'accomplissement personnel, participe à l'inclusion sociale.

Le travail des jeunes est la priorité majeure. Face à l'évolution d'un marché du travail toujours plus exigeant et spécialisé, la formation des jeunes doit être en adéquation avec les besoins du marché. Cela ne pourra être atteint qu'avec une réelle synergie emploi-formation et un dialogue constant entre les autorités responsables de l'enseignement et les organismes de l'emploi et de la formation (Forem, Actiris, IFAPME,...). Cela passera également par une modernisation de l'enseignement technique et professionnel (enseignement qualifiant).

Nous proposons également une meilleure inclusion des jeunes dans le monde de l'entreprise par le biais de stages et de formations, qu'ils soient faits dans le cadre de l'enseignement, la formation en alternance par exemple, ou d'une recherche d'emploi.

Les pouvoirs publics ont l'obligation d'offrir à tous les jeunes qui s'inscrivent comme demandeurs d'emploi, un accompagnement immédiat de qualité leur permettant d'obtenir un emploi, une formation ou un stage.

UN SYNDICALISME MODERNE

Il n'y a pas de liberté réelle sur le lieu de travail si l'on ne tient pas compte du droit pour les travailleurs de s'organiser afin de défendre collectivement leurs droits. La liberté syndicale est une liberté fondamentale et les syndicats font partie intégrante de notre démocratie. Les Libéraux sont attachés à la liberté syndicale et à la concertation sociale. Des organisations syndicales modernes doivent faire preuve de transparence et de responsabilité. Des organisations qui ont le droit d'ester en justice afin de garantir les droits de leurs membres, doivent elles-mêmes pouvoir répondre de leurs fautes à l'égard des tiers, au travers de leur personnalité juridique comme cela est le cas ailleurs en Europe. Aussi, dès lors que ces organisations perçoivent un financement public, même indirect, elles doivent, en totale transparence, rendre des comptes sur son usage.



Un syndicalisme moderne passe aussi par une conception équilibrée du droit de grève. Celui-ci doit être perçu comme un ultime recours lorsque le dialogue social a échoué. Par conséquent, des grèves qui éclatent sans concertation préalable ou sans préavis ne peuvent pas être considérées comme légitimes. La décision de partir en grève dans une entreprise doit être décidée par un vote à bulletins secrets. Il faut également rappeler que le droit de grève ne suspend pas l'application de la loi : être en grève ne permet pas de commettre des actes de violence ou de bloquer des routes, ni d'empêcher d'autres travailleurs d'exercer leur droit au travail, pas plus d'ailleurs que d'outrepasser le champ social pour transformer la grève en arme politique.

Lorsqu'il porte atteinte aux services publics essentiels, le droit de grève peut subir des restrictions notamment par la mise en place d'un service garanti. Enfin, pour fondamental qu'il est, le droit de faire la grève n'est pas plus fondamental que le droit de travailler, c'est-à-dire de ne pas faire la grève. Faire la grève doit rester une décision individuelle du travailleur, librement consentie.

UN DROIT DU TRAVAIL ADAPTÉ AU XXI^{ÈME} SIÈCLE



Les Libéraux sont porteurs d'un vaste projet de réforme de l'emploi et du marché du travail. Tout en garantissant les droits des travailleurs et leur protection sociale, l'idée centrale est d'introduire davantage de souplesse dans l'étalement du travail, d'instaurer des horaires flottants et de donner un cadre légal au télétravail : venir travailler plus tôt pour partir plus tôt, venir plus tard pour partir plus tard ou travailler chez soi. Cela permettra aux travailleurs de mieux concilier vie personnelle et familiale avec la vie professionnelle. Cela permettra aussi aux entreprises de s'adapter plus aisément aux variations de la conjoncture économique. Le compte-carrière est un élément clé de cette réforme.

L'ÉCOLOGIE RESPONSABLE

Relever le défi environnemental est un engagement libéral. Les nombreux enjeux écologiques (transition énergétique, épuisement des ressources, protection de notre planète, lutte contre la pollution, climat, biodiversité, etc.) auxquels notre société est confrontée nécessitent des réponses précises et immédiates. Les défis que nous devons relever pour rencontrer nos obligations internationales, peuvent être la source de prodigieux développements économiques et humains. Les Libéraux souhaitent soutenir ces initiatives et contribuer à l'évolution de la société. Ils sont convaincus que la biodiversité, la protection de l'environnement et le progrès scientifique sont des conditions indispensables au bien-être de tous. Un travail éducatif est nécessaire pour cultiver la prise de conscience, l'optimisme et le volontarisme des jeunes générations.

Une société respectueuse de l'environnement et des générations futures, c'est avant tout une société qui devient plus efficace d'un point de vue énergétique, une société qui tend à ne plus polluer, une société qui produit plus avec moins, et qui recycle ses déchets. Il est nécessaire de faire évoluer les modes de consommation et de promouvoir les usages responsables en vue de préserver les ressources naturelles. Ces compétences, aptitudes et savoir-faire à développer constituent de véritables trésors à transmettre aux générations futures. Les Libéraux sont convaincus de l'énorme potentiel en termes de progrès économiques et de développement de nouveaux emplois dans une telle dynamique, notamment dans le domaine de l'économie circulaire.



RÉFORMER LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE



Le secteur de l'énergie est en pleine évolution au niveau de l'offre, mais aussi de la consommation. Les Libéraux souhaitent que l'Etat mette en place les conditions de ces mutations qui font du citoyen un acteur responsable et libre de sa consommation énergétique tout en garantissant la sécurité d'approvisionnement et en maîtrisant son coût pour le citoyen. Ils adoptent une approche pragmatique qui assure une diversité de sources d'énergie et restent ainsi ouverts aux évolutions technologiques et aux besoins actuels et futurs des utilisateurs, notamment en matière de stockage et de gestion de la demande. Toutes les filières d'approvisionnement ont un avenir technologique que les Libéraux entendent soutenir, notamment en participant à des projets de recherche en partenariat public-privé. L'accès à une énergie la plus propre, la moins chère et la plus sûre possible doit être assuré à tous les citoyens. L'abaissement des coûts de l'énergie passe aussi par des mesures de réduction de la consommation comme, par exemple, une meilleure isolation des bâtiments publics ou privés.

5 LIBÉRALISME, MODÈLE SOCIAL DYNAMIQUE



Chacune et chacun de nos concitoyens doit être à même d'affronter les aléas de la vie, doit avoir réellement les moyens d'exercer ses droits et libertés. Notre système de sécurité sociale doit être conçu pour aider fortement les personnes qui rencontrent des difficultés. Au moment où leur vie « bascule », la solidarité doit alors être totale. Sa finalité profonde doit être de permettre à chacune et chacun de retrouver, de renforcer son autonomie, et d'être en mesure d'assumer une vie responsable.

En matière sociale, le libéralisme engagé garantit l'avenir de notre système de sécurité sociale pour nos enfants et petits-enfants.

LE PROGRÈS S'ÉVALUE PAR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Qui dit progrès, dit aussi richesse. Mais quelle richesse ? Le Produit Intérieur Brut fournit un critère objectif et utile mais il est insuffisant pour évaluer la « richesse » d'un pays au sens large. La croissance n'étant pas une fin en soi, mais un moyen au service des populations, la richesse d'un Etat ne doit pas être évaluée sur base des seules statistiques de son PIB, mais en fonction du niveau réel de bien-être des personnes. C'est ce niveau que calcule l'Indice de développement humain, critère multidimensionnel déjà utilisé par l'OCDE, en se basant sur le pouvoir d'achat, l'espérance de vie, le niveau d'éducation, les droits des femmes...

La richesse n'est pas que quantitative elle est aussi qualitative. Elle doit caractériser une société dont tous les membres peuvent manger à leur faim, habiter un logement digne, avoir accès à une médecine de qualité, à un enseignement performant, pouvoir recourir à la justice, s'intéresser à la chose publique, à la culture. Une société où le cadre de vie est sain, dont les ressources naturelles sont protégées, où les libertés individuelles et publiques sont respectées, où la liberté d'aller et venir n'est pas entravée par l'insécurité, où le niveau d'éducation est élevé et répandu... Bref, une société où l'égalité réelle des citoyens est largement réalisée, et où les libertés sont réellement garanties.

Ce n'est que par rapport à ces objectifs que l'état de bien-être d'une nation doit être apprécié.

En modifiant en ce sens l'angle d'approche des politiques économiques, celles-ci retrouveront leur vocation première en ne pouvant se soustraire à une dimension éthique.

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



Avec un taux de pauvreté avoisinant les 15% en Belgique, le risque de basculer dans une situation de précarité reste important dans notre société. Les personnes âgées, les enfants, les jeunes, les familles monoparentales et les familles à « faible intensité de travail » sont particulièrement sensibles au risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

La vocation de la démocratie libérale est de lutter contre la pauvreté : là où il y a pauvreté aucune liberté n'est réelle. La lutte contre la pauvreté trouve sa place dans un combat plus large contre les inégalités qui doit débiter dès l'école. Une plus grande cohérence des politiques anti-pauvreté menées dans divers domaines par les différents niveaux de pouvoir, est par ailleurs absolument nécessaire.

Une redistribution juste des ressources ne peut être possible que via la création de richesses, le maintien des mécanismes de solidarité et le développement de nouveaux emplois. Pour les Libéraux, avoir un emploi est la meilleure protection sociale contre la pauvreté et la précarité.

UN SYSTÈME D'IMPOSITION JUSTE ET EFFICACE

En matière fiscale, le libéralisme engagé prône un système fiscal juste, efficace et incitatif permettant un développement optimal de notre économie, une meilleure allocation des ressources et une bonne distribution des richesses. L'objectif est de maximiser le bien-être de l'ensemble des acteurs de la vie économique en essayant de trouver un équilibre entre, d'une part, l'efficacité de l'imposition et, d'autre part, le respect du principe d'équité. Les Libéraux sont soucieux de poursuivre les réductions des charges fiscales et sociales qui pèsent sur le travail, et de chercher d'autres sources de financement public, sans mettre en péril les investissements.

Les Libéraux souhaitent également utiliser des mécanismes fiscaux afin d'orienter des politiques vers l'avenir. Des incitants précis et connus de tous doivent être mis en place ou renforcés afin de soutenir des politiques de recherche, des projets culturels, des investissements favorables à l'environnement, la préservation de notre patrimoine, le mécénat culturel, social et sportif, des actions stimulant la créativité, le développement économique et l'inclusion de tous. Le citoyen doit pouvoir, en la matière, choisir l'affectation d'un pourcentage de son impôt à une thématique particulière.

En matière fiscale aussi, les Libéraux souhaitent une évaluation précise des taxes et impôts sous l'angle de leur efficacité réelle, afin de permettre leur éventuelle adaptation ou suppression.

Les Libéraux combattent sans relâche la fraude fiscale : le fraudeur reporte sur les autres sa non-contribution au bien-être commun !

GARANTIR UN ACCÈS RÉEL AU LOGEMENT

Les Libéraux souhaitent relever le défi de l'accès au logement, notamment au logement moyen. Des facteurs comme le vieillissement de la population, l'explosion démographique, les mutations dans l'organisation des familles ou les nécessaires adaptations énergétiques, entraînent des besoins nouveaux. La politique du logement doit permettre la création d'un vrai marché du logement, de qualité, accessible financièrement, adapté ou adaptable aux handicaps, et dans un environnement sain et sécurisé. La construction d'habitations financièrement accessibles, au premier chef pour les jeunes, doit être un axe majeur des politiques urbanistiques en zone rurale, semi-rurale ou urbaine.



LA MOBILITÉ : UN ENJEU SOCIAL

La mobilité est un droit. La liberté de se mouvoir est un fondement de la vie en société. Cette mobilité est indispensable pour accéder au travail, aller à l'école, faire du sport, avoir des loisirs, fréquenter des lieux culturels.... Un réseau de transports publics coordonné entre les différents niveaux de pouvoirs est indispensable. Il disposera d'une qualité de service irréprochable, de la continuité de service, d'horaires connus et respectés, d'une propreté et d'une sécurité garanties. Cette approche centrée sur le client doit permettre des déplacements aisés à un prix accessible, tant en ville que dans les zones rurales, tant pour les personnes valides que pour celles à mobilité réduite.

Les nouvelles technologies permettent de mettre en place des systèmes d'aides à la conduite, de multi-modalité, de covoiturage ou d'entraides spécifiques. Il est essentiel que tout le territoire soit bien desservi. La co-mobilité basée sur l'économie collaborative doit être encadrée par une adaptation des réglementations, lesquelles doivent être respectées.

La politique de mobilité que nous voulons, est respectueuse de l'environnement et soucieuse de désengorger les routes et autoroutes. Les Libéraux sont favorables à une offre multiple, complémentaire et multimodale, intégrant les différentes infrastructures (pistes cyclables, transports publics, stationnement...) ainsi qu'au développement de la mobilité douce.

Les véhicules électriques peuvent, par exemple, représenter une réponse efficace et concrète pour diminuer l'empreinte environnementale des transports, tant en milieu urbain que sur de plus longues distances. Une mobilité douce et multimodale bénéficie à tous les acteurs de la société. L'utilisation des outils fiscaux permet de rencontrer ces objectifs.

DES SOINS DE SANTÉ ACCESSIBLES ET DE QUALITÉ

L'accès à des soins de santé de qualité pour toute personne est un droit fondamental auquel les Libéraux sont fortement attachés. Le contexte de vieillissement de la population implique des adaptations au système afin d'en garantir la permanence, d'en assurer le financement et de permettre l'accès aux nouveaux traitements disponibles.



Les Libéraux veulent garantir le libre choix du patient, le libre exercice du praticien tout en assurant une offre médicale diversifiée et de qualité. La maîtrise de l'évolution des dépenses doit être rencontrée dans le dialogue avec les différents prestataires, dans une dynamique de responsabilisation des différents acteurs afin qu'ils se recentrent sur leurs missions de base. L'utilisation des nouvelles technologies permet une réduction des coûts administratifs et de gestion. Les rôles d'assureurs et de dispensateurs de soins doivent être clairement identifiés et séparés afin d'éviter les conflits d'intérêt.

Une médecine de qualité implique un personnel médical de qualité tant sur le plan technique qu'humain. Il faut assurer des synergies et le développement de services d'aides familiales. La formation à tous les niveaux doit s'inscrire dans cette dynamique. La recherche médicale permet des avancées fondamentales dans le traitement, la prévention et le dépistage de certaines maladies. Les Libéraux soutiennent ces progrès qui sont également un facteur de bien-être pour les patients et leur entourage.

En matière de prévention, la pratique sportive, individuelle ou collective, constitue un véritable investissement pour le bien-être, l'épanouissement et la santé des personnes.



GARANTIR LA SOUTENABILITÉ FINANCIÈRE ET LA PERFORMANCE SOCIALE DU **RÉGIME DE PENSION**

Le MR est un défenseur résolu du système de pensions basé sur trois piliers : la pension légale, la pension complémentaire et l'épargne-pension. Ce modèle de protection sociale doit être pérennisé. Des réformes importantes sont nécessaires, tel le relèvement progressif de l'âge moyen de sortie du marché du travail. Ces réformes doivent s'assortir d'une utilisation optimale des ressources et d'une réduction maximale des procédures et des frais administratifs.

Le Mouvement Réformateur défend les réformes visant à améliorer le pouvoir d'achat des pensionnés et à revaloriser les pensions les plus faibles, sans alourdir les charges sur le travail.

Dans un esprit d'équité, les Libéraux veulent réduire les inégalités entre les différents statuts de travailleurs et renforcer le caractère assurantiel de notre régime de pension qui doit mieux récompenser l'effort de cotisation lié au travail. Les Libéraux réaffirment leur attachement à une pension assurant la dignité de chacun.

Le MR entend renforcer la lisibilité du système de pension afin que chaque citoyen ait facilement accès aux informations concernant sa pension.

UNE POLITIQUE MODERNE POUR LES **SENIORS**

Que ce soit au niveau social, économique, sportif, culturel, ou au niveau de la mobilité, de la sécurité ou de la santé, les Libéraux défendent une vision positive du vieillissement. Ils sont favorables à l'intégration d'une dimension « senior » dans l'élaboration des différentes politiques, afin de tenir compte des attentes et des situations particulières des aînés.

La qualité de vie est un des critères essentiels de cette approche humaine et solidaire. Des actions doivent être menées afin de rompre l'isolement et renforcer les mécanismes de solidarité dans un esprit de transmission du savoir et de contacts intergénérationnels.



UNE EUROPE UNIE
ET RENFORCÉE

Les Libéraux croient en l'Union européenne. Elle a prouvé son importance pour créer la paix et développer la démocratie sur notre continent. Ils se félicitent des acquis de la construction européenne : le marché unique, les quatre libertés de circulation (personnes, biens, services et capitaux), l'euro et les bases d'une politique étrangère commune que sont la défense et la sécurité collective avec nos alliés au sein de l'UE et de l'Otan.

Les Libéraux veulent ouvrir un nouveau chapitre de l'Europe. Ils veulent la réinventer afin qu'elle suscite à nouveau l'enthousiasme et qu'elle soit porteuse de croissance et d'innovation, reposant sur un projet politique clair et simplifié au service des citoyens européens, en intégrant les singularités nationales, l'histoire et la culture des peuples. L'Europe doit approfondir son ancrage politique et démocratique. Elle doit être dirigée pour le bien des citoyens et doit apporter une réponse à la jeunesse.

Ils souhaitent un renforcement de son action afin qu'elle retrouve une crédibilité souvent mise à mal au cours des dernières années. L'Union européenne est fondée sur la base des valeurs libérales comme le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'Etat de droit et des droits humains – en ce compris le droit des minorités. L'Union européenne doit assumer un rôle plus efficace dans des programmes de lutte contre la pauvreté, de réindustrialisation, de relance économique, de politique énergétique, de politique migratoire, de politique étrangère et de défense, de bonne gouvernance bancaire, financière et monétaire, d'harmonisation sociale et fiscale, de force géopolitique réelle sur le plan mondial.

Un effort pédagogique important doit être réalisé par les différents acteurs de la prise de décision européenne.

UN NOUVEL ANCRAGE POLITIQUE, DÉMOCRATIQUE ET CITOYEN

Au sein de l'Union, les Libéraux prônent la mise en place de mécanismes automatiques en cas de menace claire contre l'Etat de droit (liberté de presse, liberté d'expression, liberté artistique, indépendance de la justice, droits sociaux...) dans un des Etats membres, notamment par l'adoption d'un Pacte européen pour la gouvernance démocratique.

Les Libéraux se soucient des fondements mêmes de l'Union et de ses valeurs. L'Etat de droit, les droits économiques et sociaux, le droit au logement ou à un salaire minimum, etc., doivent faire l'objet d'un contrôle aussi strict que les budgets.

Il faut renouveler le projet européen, le réformer, le faire évoluer, lui donner un nouveau souffle et le gérer autrement. Il est la seule voie à emprunter et doit avoir pour objectif d'établir une véritable démocratie européenne au bénéfice de tous. Cette voie permettra de réveiller les enthousiasmes et la confiance dans un destin commun fait de valeurs partagées. Les Libéraux veulent poursuivre l'intégration européenne souhaitant l'avènement d'une Union toujours plus étroite entre ses Etats membres, en ce compris le renforcement des relations transfrontalières. Cette Union plus dense apportera un plus grand bien-être à tous les citoyens européens et garantira à l'Europe un plus grand rôle sur la scène internationale et au cœur de la mondialisation. Les Libéraux croient aussi que les responsables européens doivent assumer la responsabilité de la communication de leur action afin de briser l'image d'une technocratie bureaucratique, voire d'une eurocratie.

Les Libéraux prônent une Europe plus politique, plus audacieuse et plus active dans des domaines bien définis où son action fait la différence. Sinon, ils prônent le respect du principe de subsidiarité où les Etats assument leurs compétences et leurs responsabilités face à leurs citoyens.

Les Libéraux défendent une Europe sociale, une Europe de l'information, de l'enseignement et de la culture, dont le programme Erasmus est un formidable symbole.

Cette Europe démocratique et citoyenne est appelée à évoluer en privilégiant une Europe à plusieurs « Cercles » au sein de laquelle les pays membres qui désirent poursuivre l'intégration plus rapidement, pourront le réaliser. Cette technique des « Cercles » a déjà montré son efficacité dans des projets aussi concrets que l'espace Schengen ou l'euro. La priorité doit être l'approfondissement de l'Europe plutôt que son élargissement.

ENCADRER LES FLUX MIGRATOIRES VERS L'EUROPE

La gestion des migrations représente pour tous les Etats-membres et pour l'Europe un défi majeur et nous concerne tous. La situation dramatique dans certains pays ou certaines régions du monde comme le Proche et le Moyen Orient, ou la bande sahélienne, incite l'Union européenne à développer une politique basée sur la solidarité et la responsabilité : l'accueil pour les personnes persécutées est la règle. L'Europe ne peut transiger sur ses valeurs d'accueil ni sur le respect des règles d'asile et de la protection internationale pour les réfugiés.



Les Libéraux veulent repenser la politique d'asile et d'immigration dans un ensemble cohérent alliant le réalisme, l'humanisme et la fermeté. Assumée, contrôlée et correctement gérée, la migration peut constituer un apport positif à notre société, tant au point de vue du développement économique que sur le plan culturel et humain. Pour conserver la confiance de la population, la politique d'asile et d'immigration doit garantir l'exécution et le contrôle des règles en vigueur tout en luttant contre l'immigration illégale et en sanctionnant tous les abus en la matière.

La lutte contre l'immigration clandestine doit s'intensifier, en particulier contre les passeurs qui envoient sans scrupule des centaines de milliers de personnes, principalement sur des bateaux de fortune, traverser la Méditerranée. De même, la zone méditerranéenne et subsaharienne doit être stabilisée.

Un contrôle strict des frontières extérieures de l'Union est indispensable. Ce contrôle passe aussi par l'instauration d'une politique de retour humaine et efficace, l'inclusion de la dimension migratoire à notre politique de coopération au développement et la conclusion d'accords de réadmission avec les Etats tiers.

.

L'EUROPE SOCIALE ET FISCALE



La construction européenne est basée sur deux piliers. Un pilier économique, sur lequel s'est construite une grande partie de la croissance de l'après-guerre et un pilier social qui, au-delà de la simple libre circulation des biens et des personnes, repose sur un corpus de règles communes visant l'émancipation de chacun des habitants de l'Union. Toutefois, en matière sociale, l'Europe ne peut agir seule. Les compétences en la matière sont principalement du ressort des Etats membres ; par conséquent l'Union doit optimiser les mécanismes de subsidiarité.

L'entrée au sein de l'Union de pays aux conditions de travail et de rémunération bien différentes de celles pratiquées dans l'ancienne Europe des quinze a fait naître une inquiétude légitime dans le chef de certains travailleurs et patrons d'entreprises victimes du dumping social. Les Libéraux souhaitent renforcer le pilier social de l'Union européenne. Afin de regagner la confiance du peuple européen, l'Union doit être la solution aux abus en matière de fraude sociale et non un vecteur de concurrence faussée. De même, au sein de la zone euro, la problématique essentielle de l'harmonisation fiscale doit recevoir des réponses concrètes et coordonnées.

RÉINDUSTRIALISATION DE L'EUROPE

Dans un contexte mondialisé, l'Europe qui promeut un modèle social et environnemental exigeant, se doit de demeurer compétitive et de faire valoir ses atouts réels dans quantité de domaines. La réindustrialisation sur l'ensemble du territoire européen est indispensable à la résolution des nombreux défis que l'Union doit affronter. La stratégie industrielle à mettre en oeuvre passe par un important mouvement de modernisation fondé notamment sur les centres d'innovation, la recherche et le développement, l'efficacité énergétique...

La création de groupes européens permettra au secteur industriel d'insuffler davantage de croissance économique et de voir sa contribution au PIB européen reprendre une courbe croissante. Dans cet esprit, la relance d'investissements dans des grands chantiers européens porteurs d'emplois doit être favorisée : la nécessaire rigueur budgétaire ne doit pas s'opposer à nos besoins réels d'investissements.

L'UE doit assurer la protection des industriels contre des concurrents ne respectant pas les règles sociales, environnementales ou de propriété intellectuelle.

Les Libéraux réformateurs sont par essence favorables au développement du libre-échange et à la mise en place d'accords multilatéraux au sein de l'OMC, ainsi qu'à des accords de libre-échange avec des pays partenaires. Néanmoins, en préalable à notre assentiment, ces accords doivent toujours respecter les standards, les normes et les valeurs défendues par l'Union européenne, les traités et les directives : services publics, environnement, agriculture, aspects sanitaires et phytosanitaires, protection sociale, droit du travail, accessibilité de nos PME aux marchés publics concernés...

Pour répondre à l'enjeu énergétique en termes d'approvisionnement et de sécurité, les Libéraux considèrent que l'Europe a un rôle très concret à remplir dans le développement des interconnexions entre pays et dans le développement des réseaux intelligents et décentralisés. Cette approche permettra l'optimisation du transport et de la distribution d'énergie. Des mesures contraignantes doivent être élaborées pour les entreprises qui délocalisent afin d'échapper aux législations européennes en matière de pollution et de protection de l'environnement.

Un secteur industriel fort constitue un remède au problème du chômage.

Afin d'assurer ce nouvel enthousiasme pour l'Europe, l'Union veillera à prévenir un excès de bureaucratie, à éviter l'inflation réglementaire, à simplifier les procédures, et à améliorer son service administratif au service des citoyens et des entreprises.

UN ESPACE DE JUSTICE COMMUN

L'Union européenne doit relever le défi de la criminalité transfrontalière.

Nous devons créer un espace commun de justice pénale, où les polices et les justices des Etats membres travaillent ensemble et communiquent facilement, et à l'intérieur duquel les autorités nationales chargées de faire appliquer la loi se font confiance et s'entraident.

En matière civile, sur le plan commercial ou sur le plan des droits de la famille, chaque citoyen européen doit pouvoir être jugé avec des droits et des procédures comparables dans tous les Etats membres. L'harmonisation des législations devra se poursuivre en ce sens.

L'évolution positive de cet espace judiciaire européen est une base essentielle de l'émergence d'une véritable citoyenneté européenne.

UNE DÉFENSE EUROPÉENNE PERFORMANTE

Le continent européen doit assurer sa sécurité de façon autonome grâce à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et en partenariat avec ses alliés au sein de l'Alliance atlantique.

A travers ces deux cadres d'action, l'Union européenne doit disposer d'un instrument militaire performant pour défendre ses valeurs lorsqu'elles sont menacées et mener des programmes de coopération avec des pays qui veulent réformer leur appareil de sécurité. Les Libéraux soutiennent la mise en place d'une Défense européenne.

Il faut approfondir les coopérations, de façon bilatérale ou au sein d'un petit groupe d'Etats, sur le plan de l'intégration de nos forces armées, des organes de commandement, et d'un projet industriel permettant de disposer de matériels militaires performants ainsi que d'entreprises technologiques concurrentielles.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

Faire évoluer l'Union européenne vers la réalité d'une Fédération européenne, développer son rôle, sa place et les valeurs qu'elle incarne dans le monde, passe nécessairement par l'adhésion des citoyens. Le libéralisme engagé travaille à ce nouveau départ européen !



Les Libéraux souhaitent renforcer les éléments de démocratie participative au niveau européen pour permettre aux citoyens de contribuer à la formulation du projet européen renouvelé. Les Libéraux veulent favoriser une véritable citoyenneté européenne qui dépasse l'appartenance aux seuls Etats-nations.

Les Libéraux souhaitent que le(la) président(e) de la Commission soit élu(e) au suffrage électoral direct. L'élection d'une partie des députés européens sur une circonscription européenne peut également être de nature à forcer le débat sur les questions européennes. De même faut-il accroître les relations nécessaires entre le parlement européen et les parlements nationaux, voire les parlements régionaux pour leurs compétences respectives.

La création d'un gouvernement de la zone euro contrôlé démocratiquement par une représentation parlementaire est également importante, pour stabiliser la zone euro et assurer la bonne gouvernance.



7
UN PROJET
DE PORTÉE
UNIVERSELLE

Le projet libéral et les valeurs qui le sous-tendent, ne se limitent pas au champ national ou européen. Ces valeurs ont une portée universelle.

La nécessité démocratique s'étend à tous les niveaux de décision et d'action politiques. L'accès au bien-être, à des moyens de subsistance dans la dignité, et à des possibilités d'avenir n'est possible que là où s'exerce un contrôle démocratique sur le pouvoir. En effet, l'extension de la démocratie permet une meilleure répartition de la prospérité.

Les Libéraux réformateurs réaffirment leur attachement à une politique étrangère basée sur le multilatéralisme (le Benelux, l'Union européenne, l'ONU, l'Otan, la Francophonie internationale,...) qui permet une réponse concertée et commune aux grands enjeux du monde. Celui-ci favorise la mise en commun d'expertises diverses, comme c'est le cas pour notre pays vis-à-vis de l'Afrique centrale (en particulier pour la République Démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi), et l'utilisation coordonnée des moyens disponibles. Pour ce qui concerne l'Afrique, nous portons un projet visant le développement socio-économique, fondé sur la gestion durable des ressources naturelles, la répartition équitable des richesses, ainsi que la promotion des droits de l'homme.

Parallèlement à son ancrage multilatéral fort, la Belgique défend les mêmes valeurs au niveau de ses accords bilatéraux. Pour les Libéraux, la diplomatie belge se doit aussi de renforcer des relations bilatérales avec nos principaux partenaires dans l'Europe et le monde, avec une attention particulière au maintien de l'expertise de nos diplomates.

LA CROISSANCE DURABLE EST UNE PROSPÉRITÉ MIEUX RÉPARTIE



Le libéralisme engagé a pour objectif l'émergence et le développement d'une croissance qui soit durable au niveau national, européen et mondial. Ce qui signifie : créer la prospérité en préservant la planète, mais aussi mieux répartir la prospérité ainsi créée, entre les personnes, entre les régions du monde, entre les générations. Entre les générations, car l'humanité ne peut plus continuer à faire comme si la nature, ses ressources, sa capacité à se réparer elle-même, étaient inépuisables. Les Libéraux refusent de renvoyer la facture environnementale aux générations prochaines. Des actes immédiats doivent être posés. Les modes de consommation doivent évoluer vers l'éco-consommation.

Lutter contre la faim dans le monde, nourrir l'humanité en garantissant la fiabilité des approvisionnements, ainsi que la qualité des produits alimentaires est une responsabilité vitale dont certains ont eu trop tendance à oublier qu'elle est d'abord et avant tout assumée par les agriculteurs du monde entier.



PROTÉGER LES POPULATIONS ET FAVORISER LEUR DÉVELOPPEMENT

La protection des démocraties contre des groupes ou idéologies liberticides et totalitaires impose souvent de recourir à des interventions armées. Les démocraties ont en effet le devoir de se défendre. La sécurité est indispensable à la liberté. Si nos démocraties ont le devoir de se défendre, elles doivent de plus en plus exercer un devoir et un droit d'intervention pour porter assistance à des populations en danger de mort. Pour cela les démocraties ont besoin de soldats bien équipés, bien formés et expérimentés. Il est dès lors essentiel que notre pays maintienne sa capacité à remplir ses engagements internationaux en matière militaire. Le développement d'une force d'intervention européenne, notamment par la consolidation du pôle européen au sein de l'Otan, est un objectif à atteindre.

Par ailleurs, les Libéraux soutiennent et encouragent des initiatives telles que le Code de bonne conduite européen pour contrôler les exportations d'armes et de munitions.

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'aide au développement a un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les pauvretés et en matière de migrations. Elle contribue d'une manière importante au financement de biens mondiaux et à la préservation de la paix et de la stabilité mondiale.

La contribution belge doit assurer à nos partenaires une économie et un environnement politique stables qui garantissent à ses citoyens les moyens de se développer, dans le respect de leurs droits fondamentaux et des valeurs démocratiques. Nous devons redoubler d'efforts et de vigilance pour lutter contre les atteintes aux libertés fondamentales des citoyens des pays en développement. Une attention particulière doit continuer à être portée tant à la préservation des espaces naturels, à l'explosion démographique, à la bonne gouvernance qu'à la lutte contre la corruption ou le terrorisme dans tous les pays où la Belgique s'investit de manière directe ou indirecte en coopération.

L'aide au développement n'est pas un chèque en blanc. Les valeurs qui sont celles de la Belgique, comme la démocratie, l'égalité Homme-Femme, le respect des différences, les Droits de l'Homme, la bonne gouvernance et l'Etat de droit, doivent être respectées par nos partenaires. Dans les pays où la coopération belge est active et où les droits fondamentaux de la personne sont systématiquement bafoués, particulièrement en matière de droits sexuels et reproductifs, la Belgique doit entamer un dialogue ferme qui peut si nécessaire impliquer une suspension du financement de sa coopération.

Plus que jamais, l'aide au développement et l'aide humanitaire via principalement des fonds publics restent indispensables dans les pays les plus pauvres et dans les régions en crise. Mais elles ne suffisent pas. D'autres voies de coopération internationale au développement prennent de plus en plus d'importance et doivent être appuyées, tels par exemple les investissements privés, les transferts d'argent des migrants et les partenariats scientifiques et technologiques.

UN ANCRAGE FORT DANS LA **FRANCOPHONIE** **INTERNATIONALE**

Les Libéraux réformateurs affirment leur attachement profond à la Francophonie internationale. Ce vecteur de partenariat et de développement est essentiel, notamment sur le plan de la culture, des valeurs démocratiques et de l'essor économique sur le plan mondial.

UN DEVOIR POUR L'**AVENIR**

Chaque région du monde doit avoir les moyens de mettre en place et de sécuriser les mécanismes démocratiques nécessaires pour développer et contrôler la lutte contre la faim, la pauvreté et la maladie. Cette évolution passera par l'éducation et la formation.

Nous avons un devoir envers les générations futures. Nous devons tout mettre en œuvre pour qu'elles puissent vivre dans un monde aux ressources équivalentes et même supérieures à celles qui sont actuellement les nôtres. Le stock de ces dernières peut s'étendre par le recyclage intelligent mais aussi par l'inventivité, l'imagination et le génie humain. A condition de ne pas brider la liberté créatrice. En améliorant constamment le mode de vie, en augmentant l'efficacité énergétique, en améliorant l'éducation et la santé à chaque génération, en augmentant les performances des institutions économiques, nous devons transmettre aux générations futures les richesses et les outils leur permettant, à leur tour, de faire face aux défis du futur.



ENGAGÉS POUR L'AVENIR

Le présent manifeste modernise notre mouvement et l'inscrit dans une dynamique tournée vers la jeunesse et l'avenir.

Le Mouvement Réformateur prouve sa dynamique et son ouverture aux nouveaux défis de notre temps. Les valeurs libérales sont plus que jamais d'actualité. La liberté est le fil conducteur de la doctrine libérale. Toute solution à une problématique est jugée à l'aune de cette valeur de liberté.

Le Mouvement Réformateur marque également une ouverture concrète à une relation souple et interactive avec ses membres.

Le projet est clairement défini. Les hommes et les femmes qui portent celui-ci viennent de tous les horizons. Chaque jour, de nouveaux citoyens découvrent nos valeurs et y adhèrent. Les militants libéraux sont désormais dotés d'un Manifeste qui les rend plus forts et capables, par le discours et par l'exemple, de convaincre leurs amis, leurs collègues et leurs connaissances de la pertinence de la démocratie libérale.

Par leur travail dans cette évolution doctrinale, les militants du Mouvement Réformateur ont relevé le défi d'aborder les enjeux de notre époque sans tabou, mais avec le libre arbitre qui nous caractérise depuis la fondation du parti libéral en Belgique en 1846, il y a 170 ans. Les Libéraux sont à l'écoute du monde. Ils transforment cette écoute en projets, puis en actions concrètes. Ils agissent pour améliorer le bien-être de l'ensemble des citoyens.

Aimer les libertés, les revendiquer, les protéger, les partager ou les promouvoir, c'est vouloir vivre concrètement des libertés réelles, et pas simplement formelles ou abstraites. Des libertés que les gens ont vraiment la capacité d'exercer. Il ne suffit pas, en effet, de déclarer que les hommes naissent libres et égaux pour qu'ils le soient réellement. Sans moyens réels, il n'y a ni liberté, ni égalité. Celui qui, pour lui-même et pour sa famille, n'a pas accès au logement, à l'enseignement, à la justice, aux soins de santé, à la culture, au travail... n'est pas libre. Le libéralisme engagé concrétise ces droits et libertés.

LES LIBÉRAUX SONT ENGAGÉS POUR L'AVENIR.







DISCOURS D'OLIVIER CHASTEL PRÉSIDENT DU MR

CONGRÈS DOCTRINAL DE CINEY - 15 NOVEMBRE 2016

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

La liberté !

Nous venons encore d'en goûter, en discutant puis en votant une série d'amendements à notre projet de doctrine.

La liberté,

Cette liberté qui nous a guidé tout au long de ce processus.

La liberté,

cette valeur à laquelle nous mesurons toute parole, toute action politique.

Très chers militants du Mouvement réformateur,

Nous vivons ensemble un moment important pour notre formation politique, un moment de réflexion, un moment de retour aux sources.

Le vote que nous venons d'exprimer, est le fruit de 18 mois de travail, le résultat de 42 réunions publiques à Bruxelles et dans toutes nos provinces, la synthèse de centaines de contributions et d'amendements laissées sur notre plateforme participative.

Ensemble, nous avons modernisé notre doctrine.

Je le répète nous l'avons modernisée, ensemble !

C'est notre force, nous n'avons pas besoin de révolutionner nos idées, nous savons qui nous sommes, quelles sont nos valeurs, quels sont nos objectifs et comment les réaliser.

Le texte que nous venons d'adopter, a le mérite d'être connu de tous. Paragraphe après paragraphe, ligne par ligne, mot à mot, nous l'avons disséqué, examiné, discuté, réécrit. C'est un travail colossal et exemplaire de démocratie interne et participative que nous venons de réaliser. Il nous permet d'adopter notre nouveau texte fondateur en pleine connaissance de cause. Nous avons mené ce travail à bien. Je vous en remercie.

(Mais) Au-delà de la légitime fierté que j'éprouve avec vous, je suis également conscient de l'importance de ce texte, de la responsabilité que vous me confiez par votre vote. Ce Manifeste, notre Manifeste, est la base sur laquelle nous allons construire l'avenir de notre Mouvement et, donc, celui de notre pays, de nos régions, de nos provinces, de nos villes et de nos communes.

Ce texte pousse en effet à l'action.

Nous allons le traduire en projets, en actes, en objectifs politiques.

Nous allons porter ce message vers l'extérieur, confiant en nos valeurs et nos principes, ouverts au monde, et désireux de réaliser notre projet de société.

Il nous faudra expliquer. Il nous faudra convaincre, encore et encore, affronter les préjugés, effacer les caricatures, démonter les slogans simplistes ou populistes et démontrer à nos concitoyens que la voie de la liberté, conjugée à l'équité, est l'avenir de notre société.

Nous sommes engagés dans un libéralisme concret. Notre doctrine s'inscrit dans la réalité du présent. Elle est ouverte à l'avenir et rassemble autour de valeurs universelles. Nous misons sur l'optimisme, sur la créativité et sur la responsabilité.

Liberté et équité : notre projet est global, il est durable, il est solidaire, il est enthousiasmant.

Notre projet est inclusif. Il s'adresse à tous : aux femmes et aux hommes, à ceux qui travaillent ou qui veulent travailler, aux étudiants, aux pensionnés, en un mot : à tous les optimistes.

Notre projet séduit la jeunesse, cette jeunesse qui veut se prendre en main, qui rêve d'un avenir meilleur et qui aspire à plus de libertés, individuelles et collectives, plus d'ouverture, plus de solidarité, plus d'amour et qui veut vivre pleinement son destin d'homme et de femme.

Notre projet rassure les aînés, ces aînés qui ont travaillé pour conduire notre société au niveau de bien-être qu'elle connaît aujourd'hui. Ils savent la reconnaissance que nous leur portons et notre engagement pour les pensions, la qualité de vie et leur sécurité à tous les niveaux.

Notre projet, et c'est une de ces caractéristiques principales, s'inscrit pleinement dans une dynamique intergénérationnelle. Cette dimension est notre réponse aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Ce sont des défis liés à l'enseignement et à la formation, au monde du travail, à l'environnement, à l'énergie, mais aussi aux déplacements de populations ou aux menaces climatiques.

Nous, libéraux, refusons de transmettre aux générations futures un héritage malsain, un pays endetté, une protection sociale exsangue, une société sans repères éthiques, une économie essoufflée, un monde insécurisé et non pacifié.

Les réponses cohérentes à ces défis ne peuvent être apportées que par la démocratie libérale. En elle, nous devons garder une confiance sans faille.

Au XX^e siècle, elle a survécu aux totalitarismes fascistes et communistes. Au XXI^e siècle, elle doit lutter contre les fanatismes destructeurs. La démocratie libérale trouve sa force dans le refus du repli sur soi et de la stagnation.

La démocratie libérale se renforce et grandit en faisant éclore de nouvelles libertés, en ouvrant de nouveaux champs d'épanouissement et de développement, notamment en matière d'avancées éthiques et de choix de vie personnels.

A titre d'exemple, je rappellerai qu'aucun régime totalitaire n'a fait avancer les droits de l'homme, encore moins les droits de la femme. Seule la démocratie libérale a garanti le droit de la femme à disposer de son corps.

Nous, Libéraux, nous sommes des optimistes.

Aux conservatismes et à l'inertie, nous opposons l'effort, le travail, la volonté d'améliorer notre société.

Un journaliste me demandait récemment "Monsieur Chastel, qu'est-ce qui vous différencie des autres formations politiques?"

Ma réponse a été très claire:

"Ce qui nous distingue des autres courants de pensée, c'est notre confiance inébranlable dans les capacités individuelles de chaque femme et de chaque homme. Etre libéral, c'est toujours opter pour les gens, pour les personnes, pour les êtres humains plutôt que pour les structures, les organisations, les groupes de pression, ou encore les appareils. C'est là que réside notre différence, là où notre optimisme libéral trouve sa source."

Nous devons poursuivre dans ce sens et aller plus loin encore dans l'affirmation du droit, de chacune et chacun, à la dignité humaine.

Nous le réaffirmons dans notre doctrine.

Nous y consacrons aussi notre vision d'un modèle de société interculturelle, c'est-à-dire une société ouverte, ouverte à celles et ceux qui acceptent le vivre-ensemble, qui adhèrent à nos valeurs fondamentales telles que, par exemple, la neutralité de l'Etat et l'impartialité de son action, ou l'égalité entre les hommes et les femmes, dans le respect mutuel des convictions et des droits de chacune et de chacun.

Nous sommes et nous resterons intraitables sur ces valeurs qui touchent à notre essence, mais aussi aux fondements sur lesquels se bâtit notre société.

Chers amis militants,

Ce qui me frappe à chaque lecture de notre doctrine, c'est sa cohérence. Le projet de société qui nous rassemble est tissé de tous les idéaux, de toutes les valeurs positives qui ont émergé au fil de l'histoire. Nous sommes les héritiers de celles et ceux qui ont mené les combats pour plus de liberté, plus d'équité, plus de justice, plus de sécurité, pour plus de solidarité.

Je pense au combat pour une école accessible à tous et ce dès la création du parti libéral en 1846, mais aussi à Charles Rogier qui s'est battu pour bannir le travail des enfants et limiter la durée journalière du temps de travail, ou, encore, aux prémices de ce qui allait devenir notre sécurité sociale ou aux évolutions en matière de droit de vote... autant de projets portés et concrétisés par des libéraux.

Nous poursuivons cette action en misant sur la confiance en l'être humain, sur le courage des idées, sur l'ouverture à l'autre, sur l'équité.

Cette approche nécessite un regard vrai sur la réalité. Elle implique de n'ignorer ni les souffrances, ni les contraintes qui pèsent sur nos concitoyens. Elle nous stimule à faire reculer les inégalités.

Quand nous parlons de liberté, nous ne nous contentons pas de brandir un étendard, un concept aussi enthousiasmant soit-il.

Nous libéraux, nous mettons cette valeur fondamentale en pratique. Nous travaillons quotidiennement pour que les libertés citoyennes soient pleinement des libertés réelles, car nous savons que dire à un père ou à une mère : "vous avez la liberté d'inscrire vos enfants à l'université" ne rime à rien, si ce père ou cette mère n'a pas réellement les moyens de payer le minerval d'inscription et les charges liées à une telle formation.

La liberté que nous voulons est inséparable de l'équité et de la solidarité. Notre liberté ne se réalise pas sur le dos des plus faibles.

Nous proclamons haut et fort notre attachement à des valeurs démocratiques et humanistes.

Nous répétons aussi notre engagement pour l'esprit d'entreprise. Nous sommes modernes, refusant les certitudes d'un autre siècle, désireux de promouvoir une croissance durable et de trouver les solutions aux problèmes d'aujourd'hui, de soutenir et d'encadrer les initiatives nouvelles, source de progrès et d'emplois.

Nous sommes porteurs d'un libéralisme engagé dans le concret. C'est pour cela que notre projet est à la fois politique et économique. La liberté politique et la liberté économique sont intimement liées, comme les rives d'un même fleuve.

Là où les libertés politiques sont absentes, les progrès économiques, et donc de la société, sont également absents.

De la même manière, l'économie ne peut avancer seule, sans garde-fous. Je le répète : à nos yeux, l'économie doit être au service de l'humain.

Cela explique notre combat contre le financierisme et les excès de certains qui se croient au-dessus des lois.

Il faut que la démocratie de type libérale soit bien présente, que l'Etat soit suffisamment fort et doté des moyens légaux pour contenir les dérives et veiller à ce que l'économie continue d'irriguer l'activité des entreprises, la création d'emplois et le bien-être du plus grand nombre.

Nous sommes les ardents défenseurs de l'économie de marché, une économie de marché où l'investisseur sait qu'il va évoluer dans un contexte de saine concurrence et dans un cadre juridique et fiscal qui favorise son développement et le travail.

Mais aussi, une économie de marché où le travailleur est respecté et considéré comme une richesse pour l'entreprise.

Chers amis,

Nous sommes engagés en faveur de la relance économique et de l'emploi... Vous le savez, le gouvernement fédéral, conduit par notre Premier ministre Charles Michel, en a fait son fer de lance, dans quasi tous les domaines. Son obsession pour le pouvoir d'achat et la création d'emplois est légitime. Elle porte ses fruits et les premiers résultats nous montrent qu'elle doit être poursuivie. Elle est la seule voie pour préserver notre niveau de protection sociale.

Charles, ton action, et avec toi, celles de nos ministres, de notre vice-Premier ministre Didier Reynders et de nos ministres Willy Borsus, Daniel Bacquelaine, François Bellot, Sophie Wilmès et Marie-Christine Marghem... Charles, ton action, votre action est directement inspirée et nourrie des grands principes libéraux et réformateurs qui nous réunissent ce soir à Ciney. Tous ici, mandataires et militants du MR, nous vous en sommes reconnaissants. Merci pour votre action !

Il en va de même pour l'action de nos parlementaires sous la conduite de Denis Ducarme, de Pierre-Yves Jeholet, de Vincent Dewolf, de Françoise Bertieaux, de Gaetan Van Goidsenhoven, de Jean-Paul Wahl et de Gregor Freches.

A vous aussi, mesdames et messieurs les parlementaires, nous adressons toutes nos félicitations et nos remerciements pour le travail accompli.

Très chers militants,

Dans une période où le discours vérité est nécessaire, notre message est d'autant plus important, qu'il est chargé de sens.

Nous n'esquivons aucune question. Nous proposons des solutions justes, sociales, responsables. Nous rejetons les simplismes et toute forme de populisme.

Nous écoutons nos concitoyens et leur proposons de prendre la voie de l'optimisme et de contribuer, chacune et chacun à son niveau, à la création d'une nouvelle dynamique positive et tournée vers l'avenir.

Mais aux difficultés économiques, est venue s'ajouter une menace sur les fondements même de notre société. Notre sécurité est directement menacée par les terroristes islamistes.

La sécurité de tous doit être garantie.

Et nous avons le souci d'assurer cette sécurité.

Qui, mieux que nous, est capable de renforcer les mécanismes de protection des personnes et des biens tout en sauvegardant l'Etat de droit ?

Poser la question, c'est y répondre. Notre priorité, ce sont les gens, donc aussi leur sécurité et le maintien de leurs libertés.

Mes chers amis,

La construction institutionnelle de notre Etat et les alliances politiques variant d'un niveau de pouvoir à l'autre ne facilitent pas toujours les relations – et c'est un euphémisme. Ici aussi, nous nous singularisons. Nous prôtons et mettons en pratique la loyauté entre le fédéral et les entités fédérées.

Et pour ce qui concerne plus précisément les francophones de Wallonie et de Bruxelles, nous réaffirmons la solidarité entre Bruxellois et Wallons autour de projets liés à la langue française comme l'enseignement, la culture ou l'audiovisuel, et nous réaffirmons avec tout autant de force, la pleine reconnaissance du destin régional de nos entités fédérées.

Ce qui nous importe, c'est que, quelle que soit l'architecture institutionnelle, celle-ci permette à nos concitoyens, wallons, bruxellois et de la périphérie, germanophones ou flamands de trouver la meilleure efficacité.

Mais notre avenir, nous l'avons encore constaté au mois d'octobre lors des discussions autour du CETA, ne peut être dissocié d'espaces plus grands, en particulier l'Union européenne, cette Union aujourd'hui secouée par le Brexit, la crise de l'Euro, la crise grecque, la problématique des réfugiés et des tensions à ses frontières... Cela fait beaucoup. Et quand l'Europe agit pour ses citoyens (Louis, Gérard et Frédérique peuvent en témoigner), ceux-ci, dans leur immense majorité, ne le perçoivent pas.

En matière européenne aussi, nous libéraux, nous croyons que le combat mérite d'être mené. Un combat pour donner un nouveau souffle, une nouvelle dynamique et une nouvelle croissance à cette Union. Un combat pour la paix, pour la réindustrialisation, pour la défense de valeurs parfois menacées au sein même de l'Union. Un combat pour la confiance.

Cette Union devra être réformée, nous le savons. Mais, dans un monde secoué par la résurgence des nationalismes, l'apparition de régimes théocratiques, l'explosion de conflits armés, dans ce monde-là, l'Union européenne est la seule garantie de continuer à vivre dans la paix dont nous avons hérité et que nous avons le devoir de transmettre à nos enfants.

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite maintenant me tourner quelques instants vers notre rapporteur général, notre ami Richard Miller.

Cher Richard, je tiens, au nom de tous, à te remercier d'avoir mené à bien cette mission que je t'avais confiée. L'enjeu était essentiel. Tu as compris et parfaitement relevé le défi. Par ton travail, ton écoute, ton attention à tous les avis, ton sens de la synthèse, ton humanisme libéral et ton ouverture aux idées nouvelles, tu es parvenu à gérer l'équipe de co-rapporteurs et à présenter cette synthèse que nous venons d'adopter. Merci Richard (Applaudissements)

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Nous voilà donc doté d'une doctrine actualisée. Sur cette base, nous allons nous retrouver dans les prochains mois pour préparer ensemble nos propositions et nos programmes.

A chaque instant, lors de toute rédaction de texte, nous garderons ces valeurs de liberté et d'équité présentes à l'esprit et chevillées au coeur.

Le Mouvement réformateur a pour vocation de rassembler le plus grand nombre, des femmes, des hommes, des jeunes, des aînés... quelle que soit leur conviction, pourvu qu'ils adhèrent aux valeurs universelles que nous portons.

Ensemble, nous connaissons encore bien des moments de bonheur, et, sans doute, quelques moments plus difficiles.

Ensemble, nous parviendrons à allier l'éthique de nos convictions avec l'éthique des responsabilités que nous exerçons et exercerons.

Notre libéralisme est un libéralisme éclairé, un libéralisme qui sait qui il est, un libéralisme qui sait ce qu'il veut, un libéralisme ouvert sur le monde et l'avenir.

Ensemble, nous sommes plus fort pour porter ce projet authentiquement social parce qu'il est authentiquement libéral.

Ensemble, nous préparons cette société que nous aimons, une société où vivre heureux est possible, où chacun a sa place et, surtout, peut s'épanouir.

Oui, plus encore qu'hier, le MR est engagé pour l'avenir!

Vive la liberté

Vive le mouvement réformateur

Je vous remercie

DISCOURS DE RICHARD MILLER

CONGRÈS DOCTRINAL DE CINEY - 15 NOVEMBRE 2016

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Chers collègues parlementaires et mandataires,

Mes chers amis, mes très chers amis libéraux, et militants du Mouvement Réformateur,

Chacune et chacun d'entre nous, ce soir à Ciney - 170 ans après la fondation du Parti Libéral, de notre Parti libéral - chacune et chacun, toutes et tous, nous avons la pleine conscience du moment privilégié qui nous réunit, nous Réformateurs, progressistes, humanistes... Nous, libéraux !

Ce moment est important. C'est l'aboutissement d'un long chemin parcouru ensemble ! Entre militants !

Ce moment est important car il va donner vie à notre nouveau texte fondateur !

Ce moment est important car six amendements doivent encore être tranchés ce soir – c'est en effet à un véritable jusqu'aboutisme de démocratie interne que notre Président Olivier Chastel nous a conviés, et pour lequel nous devons vraiment lui témoigner toute notre reconnaissance et notre soutien. Merci à vous, Monsieur le Président !

Ce moment enfin est important et privilégié car nous avons l'honneur ce soir de nous prononcer sur un Manifeste politique, porteur d'une éthique commune dans laquelle nous pouvons nous reconnaître - avec nos différences, avec nos sensibilités respectives, comme par exemple sur la question régionaliste.

C'est en effet, ne l'oublions jamais, cette capacité de différence dans l'unité qui fait la richesse de notre Mouvement !

C'est la raison pour laquelle, je tiens, avec toute l'amitié que j'éprouve pour chacune et pour chacun d'entre vous, présents dans cette salle, et pour celles et ceux qui au cours de quarante-deux rencontres organisées sur le terrain, et des dizaines d'heures de discussions internes, ont recherché la meilleure façon de faire émerger les idées, mais aussi de mettre des mots sur ces idées, de les définir, de les préciser, de les exprimer, bref d'assurer la transparence entre le projet et le discours,... C'est la raison pour laquelle, je tiens d'emblée à vous dire ceci : nous pouvons avoir la fierté de l'esprit de liberté, de débat et de respect réciproque des idées et des points de vue qui constitue l'ADN - bien entendu des libéraux - mais aussi et j'ose le marteler ce soir : l'ADN du militantisme libéral !

Vous permettrez donc au vieux militant que je suis devenu de vous dire, avec toute mon amitié, à chacune et à chacun, infiniment merci.

Merci ! et bravo à vous !

J'ai reçu instruction de ne pas être trop philosophe à la présente tribune et de vous faire simplement rapport. Ne m'en veuillez donc pas, si de temps en temps je déroge ... Que voulez-vous ! On ne se refait pas.... Je me limiterai donc à quelques éléments :

Tout d'abord, nous le savons : nous avons un avantage sur les autres – sur les adversaires, les socialistes – les autres, je n'en parle pas !

L'avantage que nous avons pour cette entreprise de réactualisation doctrinale, de réaffirmation de nos principes et de nos valeurs, hé bien ! il est très simple : c'est que nous, libéraux, nous savons qui nous sommes, nous connaissons nos objectifs, nous connaissons à la fois nos objectifs et la méthode pour les atteindre ! Nous ne sommes pas une gauche qui se cherche - et dont le cœur saigne après coup, à posteriori, une fois l'acte accompli, « post coitum »...

Non, nous, nous pouvons oser, avec courage au sein du gouvernement de Charles Michel, nous pouvons oser les réformes structurelles dont notre pays, dont notre système de sécurité sociale, dont l'ensemble de notre société a besoin..., et ce parce que nous connaissons la raison, le pourquoi, la nécessité de ces réformes. Le Mouvement Réformateur ne dit pas oui un jour à un traité international, pour ensuite dire non, et ensuite redire oui, alors que le traité susmentionné n'a pas changé d'un mot.

Mes chers amis, étant donné cette identité, cette cohérence qui nous rassemble, les assises politiques, économiques et philosophiques de notre projet de société n'avaient pas besoin d'une réécriture. Cependant, il faut que cela soit très clair entre nous : cette cohérence qui est la nôtre, elle ne tient que grâce à la lucidité ! Et je m'explique :

Il y a, bien entendu, dans le Rapport que j'ai remis au président Chastel, la réaffirmation du caractère authentiquement social du libéralisme réformateur. Mais il y a aussi, grâce à vous les militants, grâce à vos remarques et à vos interrogations, dans chacun des six chapitres que sont L'Etat garant des libertés, Des citoyens libres et responsables, Le développement économique au service de l'emploi, Le Libéralisme, modèle social dynamique, Une Europe unie et renforcée, et enfin Un projet de portée universelle, il y a grâce à vous la prise en compte de la responsabilité que nous avons vis-à-vis de la génération future, vis-à-vis du monde qui se met en place et dans lequel se configure déjà l'avenir de nos enfants. L'héritage libéral ne peut pas être celui de la financiarisation, et il ne sera pas celui des replis nationalistes, ni celui de la haine communautariste.

C'est en cela que réside la dimension la plus actualisée de notre nouveau texte. Celui-ci n'est pas la simple répétition de nos valeurs et de nos principes – bien sûr que cela s'y trouve – mais c'est surtout l'expression lucide des combats actuels à mener. C'est la traduction pleine et entière de notre volonté d'étendre le projet que nous portons loin au-delà du court terme, loin au-delà du présent. Mais pour s'avancer au-delà du présent, il faut être capables d'évaluer celui-ci, capables d'en comprendre les lignes de fracture potentielles et d'y apporter les réformes possibles.

Identifier et apporter les réformes possibles, cela s'appelle la lucidité libérale !

Avoir la force et la détermination de concrétiser les solutions nécessaires, cela s'appelle l'efficacité libérale !

Je prendrai un seul exemple, qui depuis des semaines et des mois, jour après jour est ancré au travail de notre Premier Ministre Charles Michel, et tout autant qu'à celui de notre Ministre des affaires étrangères, Didier Reynders : à savoir, l'Union européenne ! Notre nouveau texte réaffirme l'engagement viscéral du Mouvement Réformateur à l'ambition d'une Union européenne forte, prospère, humaniste. Mais notre texte est aussi porteur d'une lucidité européenne qui fait que nous voulons un nouvel éveil européen : réindustrialiser l'Europe, développer sa capacité militaire de défense et de sécurité propre, démocratiser encore et toujours plus le fonctionnement organique de l'Union européenne, notamment à travers l'élection du président du Conseil, et la mise en œuvre d'une véritable citoyenneté européenne. Nous voulons aussi, c'est écrit en toutes lettres dans notre texte, que ce nouveau chapitre de l'histoire européenne soit celui, je cite, d'une « Europe sociale, une Europe de l'information, de l'enseignement et de la culture ». Nous voulons redynamiser l'âme démocratique de l'Europe, nous voulons que l'Union européenne retrouve l'esprit transnational, l'esprit transeuropéen des pères fondateurs !

Enfin, chers amis, il m'incombe d'attirer votre attention sur un point : ce soir, nous parlons « doctrine ». Nous sommes entre militants et nous parlons doctrine. C'est normal. Le mot n'a pas de quoi nous faire peur. La doctrine libérale est tellement nourrie de liberté, qu'il n'y a aucun risque qu'elle se transforme en un codex intangible !

Mais cela étant dit, pour qu'une doctrine politique soit vraiment, sur le plan des idées et des principes, un véritable projet politique, il faut que rien ne soit laissé de côté. Les principes d'une doctrine constituent un authentique projet de société lorsque ceux-ci permettent d'affronter toutes les problématiques dans toute leur complexité : complexité politique, économique, éthique, sociétale.

Et telle est bien notre ligne de conduite quand nous réformons, avec Daniel Bacquellaine le système « pensions », quand nous poursuivons l'assainissement budgétaire avec Sophie Wilmès, quand nous repensons la mobilité, notamment en zone rurale – c'est un amendement à notre texte, venu du Luxembourg – avec Jean-François Belot, quand nous assurons l'approvisionnement énergétique avec Marie-Christine Maerghem, ou encore lorsque – et c'est un ligne de conduite à travers toutes nos propositions, nous sommes particulièrement attentifs, avec Willy Borsus aux travailleurs, aux PME, aux agriculteurs et à la lutte contre la pauvreté. Je vous lis un extrait : « Le libéralisme est engagé en faveur de tous ceux qui, par leur activité, par leur travail et leur investissement, contribuent à la prospérité, notamment les classes moyennes, les indépendants et les investisseurs ».

Notre doctrine politique, notre nouveau Manifeste peut donc être appelé, à juste titre, « projet de société », car nous ne négligeons aucune composante de la complexité des dossiers, ni de la complexité des décisions à prendre. Un exemple, dans un contexte tragique, nous en est donné par la nécessité de prendre désormais – et enfin, après les hésitations d'autres formations politiques – de prendre des dispositions légales dans la lutte contre le terrorisme, tout en veillant à éviter tout dérapage liberticide ! C'est une mission difficile, assumée en première ligne par le chef du groupe MR à la Chambre, notre ami Denis Ducarme.

Refuser tout simplisme idéologique, tenter d'être à la hauteur de la complexité des enjeux, voilà la caractéristique essentielle - on l'oublie très souvent, et les populistes en premier - de la démocratie libérale telle que nous la pratiquons, telle que nous la mettons en œuvre au niveau de la société, au niveau de notre Mouvement, et au niveau du gouvernement ! Félicitations à notre Premier Ministre Charles Michel !

Mais j'en reviens à notre texte : en tant que Rapporteur je tiens à vous assurer que celui-ci est bel et bien un projet de société complet, un projet de société libéral et réformateur qui entend répondre aux trois grands types de contraintes qui pèsent sur la vie de tout être humain. Quelles sont ces contraintes qui font que jamais n'a existé un paradis, un Eden, un bonheur autre que celui que les hommes et les femmes ont pu construire grâce à leur travail, grâce à leur courage, grâce à leur intelligence.

Ces trois types de contraintes sont :

1. La rareté des biens, des produits, des richesses, des ressources.
2. La possibilité du mal. Personne n'est à l'abri de la haine, de la violence, ou d'un coup dur du destin.
3. L'incertitude quant au sens de la vie. Il n'y a en effet, Mesdames, Messieurs, aucun mode d'emploi qui accompagne notre vie, voire notre liberté elle-même. Tout est à inventer ! Confrontés à cette immense responsabilité, les hommes développent des croyances auxquelles ils s'attachent jusqu'à l'affrontement avec l'autre, jusqu'au rejet de l'autre, parce que celui-ci ne partage pas les mêmes croyances.

Tout d'abord, la réponse générale à la rareté des biens, c'est l'économie, c'est l'activité économique. Pour nous libéraux c'est l'économie de marché, telle que définie dans notre projet de société et confirmée dans notre nouveau Manifeste. C'est pourquoi nous insistons sur les nouveaux modèles économiques, sur l'importance du capital « travail » au sein des entreprises, sur l'enseignement, sur la formation, l'emploi et la Recherche. Je cite à nouveau notre Manifeste : « Il ne peut être question d'attendre l'évolution du marché du travail, il faut au contraire, anticiper celle-ci ».

La réponse générale à la deuxième contrainte, à savoir la possibilité du mal et de la violence, c'est la politique, la justice, la vigilance démocratique, notamment en matière de lutte contre les violences conjugales et sexuelles. Notre réponse à nous, libéraux réformateurs, c'est le respect que l'on doit avoir pour tout être humain. Je vous lis un extrait : « La richesse n'est pas que quantitative elle est aussi qualitative. Elle doit caractériser une société (...) où le cadre de vie est sain, dont les ressources naturelles sont protégées, où les libertés individuelles et publiques sont respectées, où la liberté d'aller et venir n'est pas entravée par l'insécurité, où le niveau d'éducation est élevé et répandu... Bref une société où l'égalité réelle des citoyens est largement réalisée, et où les libertés sont réellement garanties ».

Pour garantir ces libertés, nous nous prononçons entre autres pour une Défense nationale capable d'une opérationnalité effective sur les lieux nécessaires. A ce sujet, nous plaçons pour un devoir d'intervention afin de porter assistance aux populations exposées à un danger de mort.

Enfin, la réponse générale à l'absence de certitude quant aux choix qui sont ceux de notre vie, c'est la culture ! Pour nous libéraux, la culture est fondée sur la liberté philosophique, sur la créativité artistique et sur l'esprit de recherche. Ce qui peut, au sein de notre société ouverte et démocratique, garantir cette liberté de pensée et d'expression, c'est la neutralité de l'Etat, c'est l'impartialité de l'Etat. Mais la neutralité, comme notre Manifeste le développe longuement, cela signifie clairement la primauté de la loi civile sur toute croyance religieuse, et la mise en œuvre sans restriction aucune, sans accommodement dit raisonnable, des principes fondamentaux, à commencer par l'égalité de droit entre l'homme et la femme.

Voici, de nouveau, un extrait : « Renforcer la confiance des citoyens dans notre modèle de société, dans les institutions et dans les missions de l'Etat, passe aussi par le refus de toute remise en cause et de toute régression des valeurs humanistes et universelles autour desquelles la population peut se rassembler ».

Chers amis, je vais conclure.

Tout d'abord par des remerciements personnels à Olivier Chastel, pour sa confiance. Ensuite à l'équipe, Olivier Alsteens, Laurence Glautier et Valentine Delwart et à l'ensemble des collaborateurs qui ont travaillé sous leur direction. Merci aussi à mes collègues co-rapporteurs, et aux responsables des fédérations provinciales et régionale qui ont organisé les travaux : Didier Reynders, Daniel Bacquelaine, Denis Ducarme, Jean-Pol Wahl, Benoît Piedboeuf et David Clarinval. Remerciements aussi à Kattrin Jadin, présidente du PFF qui a même traduit notre Manifeste en allemand, ainsi qu'aux jeunes libéraux qui ont accompli un immense travail sous la conduite de Mathieu Bihet.

Enfin, en tant que Rapporteur, en tant qu'administrateur de notre Centre d'études Jean Gol, en tant aussi que doté d'une certaine expérience en la matière – formé à l'école rigoureuse, vigoureuse... de notre ami Louis Michel - je voudrais vous dire ceci : chers militants, ne soyez pas surpris par l'apparente facilité avec laquelle vous avez lu ou vous lirez ce Manifeste... La facilité, par exemple, avec laquelle vous lirez qu'en matière d'enseignement, nous affirmons que celui-ci est un socle inconditionnel de la démocratie, et que vous lirez que le MR entend promouvoir – Pierre Hazette est présent ce soir, et je l'en remercie - l'excellence tant intellectuelle que technique. Ou, dans un autre domaine, lorsque vous lirez que nous faisons de l'emploi des jeunes une priorité pour notre action, ou encore que nous plaidons pour la personnalité juridique des syndicats... Ne soyez pas surpris.

Pourquoi ? Parce que dans ce texte, entre les lignes de celui-ci, en passant d'une idée à des mots, et en partant des mots pour adhérer aux idées que nous portons, ce que vous lirez, ce que vous retrouverez... c'est vous-mêmes ! Vous-mêmes, militants du plus beau projet de société qui soit, militants d'un projet libéral engagé au service de chacune et de chacun, militants d'une démocratie libérale fondée à la fois sur l'optimisme et sur la lucidité, militants d'un libéralisme engagé dont l'unique horizon est davantage de liberté, davantage de solidarité, davantage de respect pour la dignité de tout être humain !

Je vous souhaite bon travail, et vous remercie infiniment pour tout ce que vous faites et surtout pour tout ce que vous êtes ! Merci à vous !



ENGAGÉS POUR L'AVENIR



Centre Jean Gol